Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECYCLAGE À L'UdeM

CONSIGNE OUBLIÉE

Le Quartier Libre - 12 février 2003 - Vol. 10, no 11

CAMPUS

DOSSIER PEPSI - 2e VOLET: 1 250 000 $ POUR PARLER AVEC PEPSI

SOCIÉTÉ

UFP: POUR UN VRAI CHANGEMENT... DE GAUCHE

CULTURE

DU VENT DANS LES VOIX D'AMÉRIQUE

Lettre ouverte au recteur

Monsieur le recteur,

L'Université de Montréal étant un lieu d'acquisition d'un savoir de haut niveau et représentant une certaine élite intellectuelle, celle-ci se doit de donner l'exemple dans la société en privilégiant des actions d'avant-garde. En ce sens, il est nécessaire pour une telle institution de montrer l'exemple en matière de respect de l'environnement, en adoptant une politique encadrant les actions de l'Université à l'aide de normes environnementales strictes.

Ainsi, en tant qu'étudiants de l'Université de Montréal, nous reconnaissons que l'élaboration d'une politique environnementale pour l'Université de Montréal représente une étape primordiale du processus d'amélioration de la situation à l'Université, puisqu'elle établira des normes en matière de respect de l'environnement que tous devront appliquer. Dans cet ordre d'idées, si elle veut faire la preuve qu'elle a une réelle volonté de devenir plus respectueuse de l'environnement, l'Université de Montréal doit signer et appliquer sa propre politique environnementale. Ce premier pas, lorsqu'il aura réussi à surmonter la lenteur bureaucratique de l'Université, est la condition la plus élémentaire d'une amélioration concrète des agissements de l'Université.

A-T-ON BESOIN DE MENTIONNER QU'IL N'EXISTE PAS DE SYSTÈME RÉELLEMENT EFFICACE DE RECYCLAGE POUR LES MATIÈRES AUTRES QUE LE PAPIER SUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

De même, l'embauche d'un technicien en environnement à temps plein pour appliquer, développer et renforcer cette politique constitue un autre élément révélateur d'une certaine volonté qu'a l'Université de Montréal d'améliorer sa situation en ce qui a trait au respect de l'environnement. Enfin, soulignons les efforts déployés par l'Université dans le domaine du traitement des matières dangereuses et les résidus matériels produits dans les laboratoires, une source importante de polluants.

Néanmoins, a-t-on besoin de mentionner qu'il n'existe pas de système réellement efficace de recyclage pour les matières autres que le papier (plastique, métal, verre, etc.) sur le campus de l'Université de Montréal, et qu'il est carrément inexistant dans les cafétérias ?

Pourtant :

- le recyclage est bien implanté à l'Université Laval (qui comporte même un programme de recyclage du polystyrène) depuis une demi-douzaine d'années;
- l'Université Concordia possède également un bon système de tri à la source;
- l'Université McGill vient d'octroyer un budget de 120 000 $ pour l'achat et l'implantation d'îlots destinés au recyclage du plastique, verre, métal et papier dans tous les pavillons;
- l'UQÀM prévoit implanter un système de recyclage multi-matières à l'automne 2003;

Comment l'Université de Montréal justifie-t-elle un tel retard par rapport aux autres universités?

Face à pareille lacune, nous ne pouvons que réclamer ce qui est la norme dans les autres universités, c'est-à-dire la mise en place d'un système de recyclage complet dans des délais raisonnables et réalisables, dont l'implantation progressive doit commencer à l'automne 2003, pour se terminer à l'automne 2004. Dans cette optique, l'Université de Montréal doit également envisager des solutions à moyen terme pour recycler les déchets organiques produits par les cafétérias, en établissant un système institutionnalisé de compostage d'ici les prochaines années.

Dans un autre domaine, nous ne pouvons que déplorer le manque d'efforts consacrés par l'Université de Montréal au développement de stratégies visant à réduire l'utilisation de ressources énergétiques, un autre domaine où elle accuse un retard important face aux autres universités, plus particulièrement l'Université Laval. En effet, contrairement à l'Université Laval, il n'existe aucun plan de réduction de la consommation d'énergie (minuteries pour les lumières dans les couloirs, etc.) ou d'eau (réduction de la consommation dans les laboratoires, etc.) à l'Université de Montréal, une brèche que doit combler la direction de l'Université. Par contre, nous applaudissons l'intégration de technologies plus économiques au niveau énergétique aux pavillons actuellement en construction sur le campus.

De plus, il n'existe pas de programme de réduction à la source pour les biens matériels à usage unique, comme le papier. Pourtant, le remplacement des photocopieurs actuels par des photocopieurs recto-verso constituerait un premier pas dans cette voie que pourrait aisément accomplir l'Université. Dans la même veine, l'Université de Montréal doit diminuer l'utilisation de vaisselle jetable, en promouvant l'utilisation de tasses réutilisables en facturant un prix plus élevé pour les clients qui utilisent des gobelets jetables; la même politique doit également être appliquée à toutes les formes de vaisselle.

Bref, bien que l'Université de Montréal ait mis sur pied quelques initiatives visant à respecter un peu plus l'environnement, nous ne pouvons que décrier le manque flagrant de volonté et d'infrastructures pour mettre en place un système de recyclage complet, incluant les matières organiques, et pour établir une véritable politique environnementale basée sur le développement durable (réduction de l'utilisation des combustibles fossiles, des pesticides et engrais chimiques, de l'eau, du polystyrène, etc.). En ce sens, soyez assurés que, sitôt que l'Université de Montréal aura mis en place ces infrastructures, nous nous ferons un plaisir de sensibiliser la communauté universitaire à cette nouvelle réalité.

En somme, ce que l'Université de Montréal a fait jusqu'à présent :

- La rédaction d'une politique environnementale qui est en voie d'adoption
- Le traitement des matières dangereuses provenant, entre autres, des laboratoires
- L'embauche d'un employé permanent affecté aux questions environnementales

Les actions que doit poser l'Université de Montréal pour combler les lacunes actuelles:

- La mise en place d'un système de recyclage efficace et complet dans des délais raisonnables (début de l'implantation progressive à l'automne 2003)
- L'instauration d'une politique de réduction à la source de la consommation de biens jetables (gobelets, pellicules plastiques, etc.) et recyclables (bouteilles, papier, etc.) sur le campus afin de diminuer l'afflux de matières à recycler
- L'établissement d'un plan d'action pour réduire la consommation d'énergie sous toutes ses formes (électricité, combustibles fossiles, etc.) et la consommation d'eau

Par cette lettre, les étudiants et les étudiantes de l'Université de Montréal réitèrent leur volonté de voir leur institution universitaire s'engager dans une voie plus respectueuse de l'environnement.

Les membres du comité UniVERTCité

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
www.faecum.qc.ca
3200 Jean-Brillant
local B-1265

À LA UNE

Recyclage en panne à l'UdeM. Les contenants de plastique triés sur le campus et dans les cafés-étudiants seraient destinés... aux poubelles!

À lire en page 5

Photo: Dominic Gauthier

SOMMAIRE

CAMPUS

Recyclage à l'UdeM:
les poubelles remplacent les bacs p.5
Les locaux valsent autour d'Alternagora p.6
La CADEUL contestée à LAVAL p.6
Dossier Pepsi 2e volet:
une expertise à 1 250 000 $ p.7
La CIEL simule la manifestation p.8

Faculté de médecine:
des profs à quel prix? p.9
De nouvelles poupées
pour les sciences infirmières p.9

SOCIÉTÉ

Congrès de l'UFP:
sortir de la marge .....pp. 12-13
SRC: changer pour le changement p.13
Accusations d'antisémitisme
contre le Québec: quand les Juifs
se cherchent une occupation p.16

L'INTERVIEWÉ

Robert Lacroix, recteur de l'UdeM p.16

MONDE

Charles Taylor: éminence noire
de l'Afrique de l'Ouest p.17

L'invention de l'axe du mal p.19
Fleur de lys sur papier de riz:
Éducation de papier p.19
Chronique mexicaine:
Juarez, la ville cruelle p.21

CULTURE

Voix d'Amériques: hautes et claires p.23
La Grande Vadrouille: le Belgo p.24
Cinéma portugais
à la Cinémathèque québécoise p.25
Hors-les-murs:
Pomme-Z ou le repentir p.25
BD: «J'ai rêvé à Stalingrad...» p.26

Quartier Libre

DIRECTRICE
Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE
Campus: Alexandre Benoît
alexandre.benoit.1@umontreal.ca
Société / Monde: Frédéric Legendre
fredericlegendre@yahoo.ca
Culture: Emmanuella St-Denis
wonderfulartemisia@hotmail.com

DIRECTEUR PHOTO
Dominic Gauthier - gauthdom@hotmail.com

PHOTOGRAPHES
David Champagne, Clarisse Serignat

ILLUSTRATEURS
L'eau tiède, Jérémi Lavoie, Luis Neves, Jaime Rodriguez

COLLABORATEURS
Nancy Beaulieu, Valérie Besson, Christian Chaloux, Adrien José Charlois, Clément de Gaulejac, Sylvain Gharbi, Solène Hérault, Sébastien Malo, Pierre Nadeau, Marième Paradis, Fabrice Tremblay

CORRECTEURS
Serge Bergeron, Denis Desjardins

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Prime-Litho

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.

Bimensuel, le Quartier Libre est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Nos bureaux sont situés au:
2350, Édouard-Montpetit, Résidences de l'UdeM (Local 5115) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com
Le Quartier Libre est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans le Quartier Libre peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE PARUTION
MERCREDI 26 février 2003

PROCHAINE TOMBÉE
JEUDI 20 FÉVRIER 2003

ÉDITORIAL

LES LIENS INDISSOLUBLES DU MARIAGE... AVEC PEPSI !

Mikaëlle MONFORT

Nous vivons paraît-il dans un monde instable et sans repères. Pour preuve : les dictateurs et les despotes de la planète n'ont plus aucune assurance de pouvoir rester dans leurs postes de présidents à vie jusqu'au terme de leurs mandats, les empires financiers et industriels s'écroulent du jour au lendemain sans aucun préavis, et même dans la sphère privée les unions les plus solides démontrent souvent leur extrême fragilité…

Pourtant, dans cet océan de précarité et d'incertitude émerge un roc de stabilité aussi proche qu'inattendu : l'entente entre Pepsi, l'UdeM, la FAÉCUM et l'AGEEFEP !

Certes, Sylvain charbonneau, le directeur général de Pepsi pour le Québec a indiqué lundi au Quartier Libre qu'advenant un accord entre l'UdeM et la FAÉCUM en ce sens, Pepsi serait tout disposé à mettrefin à l'entente. «C'est un partenariat, on ne met de fusil sur la tempe de personne, si l'UdeM, la FAÉCUM et l'AGEEFEP veulent mettre fin à l'entente, on va s'y rallier» a-t-il déclaré.

Mais pour l'heure l'entente semble avoir au moins deux gardiens aussi farouches qu'intraitables : le recteur de l'université, Robert Lacroix, et la FAÉCUM !

Le recteur tout d'abord qui semble estimer que seul Pepsi s'est trompé dans cette affaire et que dans ces conditions les termes de l'entente doivent être respectés jusqu'au bout, et ce, quoiqu'il en coûte. C'est-à-dire, même si l'UdeM doit finalement loin des dix millions escomptés sur dix ans, se contenter de seulement 6,35 millions sur treize ans !

La FAÉCUM, ensuite, qui affecte aujourd'hui d'être moins à l'aise avec l'idée de concéder une exclusivité à un embouteilleur sur le campus, mais qui n'en défend pas moins l'entente passée comme si c'était une espèce de loi physique: éventuellement embarrassante mais incontournable !

Le 5 février dernier, la réunion du Conseil central de la FAÉCUM a offert une bonne illustration de l'ambiguïté qui existe entre le discours tenu par la FAÉCUM et les actes qu'elle pose effectivement.

Jonathan Harvey, le responsable aux affaires financières de la FAÉCUM s'est soudain souvenu avoir participé au fameux «comité marketing» dont le Secrétaire Général de la FAÉCUM doutait de l'existence deux semaines plus tôt. Selon le Bureau exécutif de la FAÉCUM, ce comité est une aimable réunion sans ordre du jour ni procès-verbal où l'on discute à bâtons rompus de la couleur des chandails Pepsi que l'on pourrait faire gagner aux étudiants s'ils consentaient à participer aux concours organisés par l'embouteilleur sur le campus de l'UdeM. La dernière réunion de ce genre se serait tenue durant la première quinzaine du mois d'août dernier. Jonathan Harvey, qui a oublié la date précise de la réunion, se souvient toutefois très clairement des propos qu'il a tenus à cette occasion au représentant de Pepsi. Tout de go, il lui a dit *:«Y'a pas un étudiant de l'UdeM qui est bien bien fier de l'entente Pepsi.* » Voilà un constat d'une cruelle lucidité qui se passe d'un référendum…

Mais dans ce cas, me direz-vous, et disaient aussi certains représentants d'associations étudiantes du Conseil Central de la FAÉCUM *:«puisqu'on est d'accord pour dire qu'on n'est pas d'accord avec cette entente, est-ce qu'on pourrait se retirer sans une trop grosse conséquence financière ? »*

«Oh là, pas si vite ! » dirent alors en substance certains membres du bureau exécutif de la FAÉCUM et certains autres représentants d'associations étudiantes. C'est qu'on ne peut pas se retirer d'une entente comme ça ! Ça ne se défait pas un contrat ! Il faudrait que le Secrétaire Général de la FAÉCUM signataire de l'entente (NDLR : Patrick Lebel à l'époque) soit reconnu comme ayant été inapte au moment des faits ! Ou, au minimum, qu'il ait été placé sous curatelle depuis !

Je ne souhaite qu'une inaltérable santé mentale à Patrick Lebel et je ne tiens pas particulièrement à ce que la FAÉCUM se retire de l'entente Pepsi. Toutefois, je voudrais rappeler au Bureau exécutif de la FAÉCUM ainsi qu'aux représentants des associations étudiantes que le fait que le contrat ait été rendu public implique qu'ils ont désormais intérêt à le lire, car d'autres le feront sinon à leur place.

Aussi, je voudrais inviter tous les représentants des associations étudiantes et le bureau exécutif de la FAÉCUM à se reporter à l'alinéa 6.1.2 de l'entente qui stipule que :*«Les redevances autrement payables par SGEPC (ndlr : Pepsi) à l'Université seront réduites de deux pour cent (2%) pour chaque café-étudiant qui se retire de la présente entente après sa signature et ceci pour la durée non expirée de celle-ci. (…) Cependant, dans le cas où un café –étudiant qui s'est retiré de la présente entente se joint à nouveau à celle-ci par la suite, la pénalité de deux pour cent (2%) ne sera pas chargée pour la durée non expirée de l'entente suivant la date de réintégration du café-étudiant en question.»*

> Pour l'heure, l'entente Pepsi semble avoir au moins deux gardiens aussi farouches qu'intraitables: Robert Lacroix, le recteur de l'UdeM et la FAÉCUM.

Sans être une juriste chevronnée, il me semble que cette clause ressemble fort à une possibilité de sortie du contrat pour les cafés-étudiants, et même à une possibilité d'éventuelle réintégration. Je n'écrirai pas dans ces lignes que le bureau exécutif de la FAÉCUM dissimule des éléments de l'entente Pepsi aux étudiants, je n'écrirai pas qu'il est mal intentionné, je n'écrirai pas non plus qu'il est mal préparé pour remplir ses fonctions.

Je poserai simplement cette question : «Pourquoi lorsqu'un délégué étudiant demande à la FAÉCUM s'il y a une possibilité de sortie de l'entente Pepsi, la FAÉCUM ne propose-t-elle pas que son Bureau exécutif soit mandaté pour examiner cette question ? Pourquoi est-il aussi important d'apporter une réponse négative et immédiate à cette question ?

Les membres de la FAÉCUM seraient-ils parmi nous les seuls qui croient encore que les liens d'un mariage –fut-il le plus malheureux du monde- sont indissolubles ?

* * *

À toutes fins utiles, je voudrais préciser que le Quartier Libre — dont ce ne serait pas le rôle— n'a jamais demandé au Secrétaire Général de la FAÉCUM de démissionner. Si d'autres se fondent sur les informations parues dans ce journal pour le faire, c'est probablement parce qu'il estiment tenir leur rôle en le faisant, cela n'implique aucunement qu'il existe un lien quelconque entre ces personnes et le journal des étudiants de l'Université de Montréal.

Quartier Libre

LE QUARTIER LIBRE RECHERCHE DES COLLABORATEURS.

PROCHAINES RÉUNIONS DE RÉDACTION LES 12 ET 26 FÉVRIER 2003 À 17 HEURES AU LOCAL DU JOURNAL.

Dans le cadre de
LA SEMAINE DE L'ENVIRONNEMENT
À L'UdeM

Le cycle de l'eau :

Année internationale de l'eau douce

Québec-Kyoto, un beau grand

Avec
de *L'*

13 février 16h30
Pavillon 3200

infos : 343-5947, univertcite@faecum.qc.ca

La FAÉCUM décerne quatre bourses pour L'IMPLICATION ET L'EXCELLENCE
AU PREMIER CYCLE

Que vous soyez impliqué dans le domaine sportif, socio-culturel, artistique ou dans le mouvement étudiant.

Une bourse de 500 $ sera attribu e dans chacun des secteurs suivants :

- Arts et lettres
- Sciences de la santé
- Sciences humaines et sociales
- Sciences pures et appliquées

Règlements et formulaires d'inscription disponibles aux bureaux de la FAÉCUM • Pavillon 3200 Jean-Brillant, local B-1265, 343-5947

Date limite : 1er mars 2003

FAÉCUM

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

www.faecum.qc.ca

3200 Jean-Brillant
local B-1265

SEMAINE DE L'ENVIRONNEMENT À L'UDEM

RECYCLAGE AUX POUBELLES !

En marge du lancement de la semaine de l'environnement à l'UdeM, le Quartier Libre a découvert de probables lacunes dans le recyclage du verre et du plastique sur le campus. Le contenu des boîtes de récupération disposées sur le campus et dans les cafés étudiants serait tout simplement jeté aux poubelles.

Nancy BEAULIEU

L'Université de Montréal n'aurait aucun contrat avec une firme de recyclage de verre, de plastique ou de métal. Au départ, la récupération du verre avait été confiée – de façon très informelle – à la firme C.J. Fibres, déjà chargée de recycler le papier. Mais, trop peu rentable, cette pratique aurait en grande partie été abandonnée par le sous-traitant de la compagnie, selon Michel Rouleau, technicien en environnement à la Direction des immeubles de l'Université de Montréal.

M. Rouleau explique que cet état de fait résulte du type d'entente conclue par le service d'entretien ménager des immeubles de l'UdeM. «*Au début du projet, le recycleur de papier acceptait d'amener le verre à une autre firme pour nous dépanner. Mais c'était une entente amicale et gratuite, il n'y avait pas de clause dans le contrat qui l'obligeait à recycler le verre et qui permettait à l'Université de briser le contrat s'il ne le faisait pas.*»

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

LE CAFÉ D'ANTHROPOLOGIE, UNE DES ENDROITS SUR LE CAMPUS OÙ LES MATIÈRES RECYCLÉES PAR LES ÉTUDIANTS... ABOUTISSENT À LA POUBELE

Or, il ne le ferait plus. Donc, depuis plus de cinq ans, seuls le papier, le carton et les bouteilles consignées sont réellement récupérés par l'UdeM. Le reste, les contenants non consignés de verre et de plastique, est jeté.

Deux initiatives étudiantes ont toutefois créé des exceptions. Aux résidences de l'UdeM et au département de géographie, le recyclage est entièrement géré par les étudiants, qui sortent eux-mêmes les bacs à l'extérieur les soirs de collectes sélectives de la Ville de Montréal.

ÉTUDIANTS FLOUÉS

Les étudiants qui font l'effort de récupérer (à l'aide, notamment, de boîtes à l'effigie de «Recyc-Québec») se trompent-ils donc sur la véritable destination des contenants ? «*Le système n'a pas fonctionné, sauf qu'il y a encore des* [auto]*collants apposés sur les boîtes placées dans les couloirs indiquant que l'on recycle le verre et le plastique*», avoue M. Rouleau, ajoutant que cela permet tout de même la récupération de bouteilles consignées, que «*les employés des régies vont porter aux épiceries des alentours pour en remettre l'argent à leurs associations d'em-ployés.*»

En fait, il y a plus que des autocollants oubliés puisque, comme l'affirme M. Rouleau, «*les plus grandes quantités de verre déposées dans des bacs de recyclage proviennent des associations et des cafés étudiants.*» Et ceux-ci l'ignorent puisqu'ils continuent de trier, ne se doutant pas que leurs précieuses récoltes sont destinées principalement aux poubelles.

Depuis plus de cinq ans, ces pratiques se font donc à l'insu de bénévoles qui, consciencieusement chaque semaine, trient et récupèrent les matières recyclables.

Avant que le *Quartier Libre* ne l'informe de la situation, la responsable du café La Retenue, Véronique Gilbert, a expliqué en ces termes le fonctionnement du système de recyclage du café : «*le recyclage a été instauré il y a quelques années à la suite d'initiatives étudiantes principalement, mais l'Université y contribue en nous prêtant les quatre bacs qui nous permettent de récupérer le papier, les canettes, le plastique et le verre. Puis, sachant que l'on récupère, les employés de la régie de l'immeuble* (Marie-Victorin) *viennent les chercher lorsqu'ils sont pleins. Donc, ils ont sûrement une installation quelconque* (pour le recyclage) *parce qu'ils partent avec tout cela.*»

CONSIGNES MAL GÉRÉES

Questionnée sur l'argent qu'ils sont censés récupérer des consignes par le biais des représentants de la firme Pepsi, Mme Gilbert répond : «*nous ne recevons pas non plus d'argent pour les bouteilles consignées, puisque c'est la régie qui s'occupe du remboursement*».

Au sujet des consignes des cafés étudiants, M. Rouleau laisse entendre que «*les contenants consignés sont ramassés, mais* [que] *le fonctionnement est vague et* [qu']*on ne peut vraiment savoir ce qui se passe en raison des problèmes entourant le contrat signé avec Pepsi. Mais* [il s'est] *fait dire que, souvent, les représentants de Pepsi ne viennent pas dans les cafés étudiants et* [que] *ça s'accumule, puis à un moment donné, quelqu'un s'en va avec* [les bouteilles consignées].»

Ces allégations sont corroborées par la responsable de l'organisme Géovert, Raphaëlle Derome : «*Pepsi ne prend pas ses responsabilités. Ils ne sont pas très collaborateurs, parce qu'ils doivent parfois faire venir un camion supplémentaire sur appel seulement pour ramener les bouteilles consi-gnées.*»

LA FAÉCUM OUTRÉE

M. Rouleau a indiqué que la gestion de la consigne sera incluse dans le programme environnemental sur lequel il travaille présentement. Ce programme comprendra aussi un plan de récupération des matières recyclables, dont on devrait voir les premières applications en septembre prochain.

En attendant, le coordonnateur aux affaires institutionnelles de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM), Alexandre Bourdeau, affirme que «*ça n'a pas de bon sens que l'UdeM fasse croire qu'elle est bonne et qu'elle recycle, alors qu'elle ne recycle pas. Qu'ils enlèvent les bacs de récupération s'ils en jettent le contenu!*»

Marc-Antoine Lapierre, qui a instauré le système de compostage au café étudiant d'anthropologie, affirme qu'il «n'*était pas au courant que le recyclage du plastique et du verre non consignés était jeté. Je crois que ça va faire un scandale au café d'anthropologie.*»

Moins de soleil, plus brillant.

Poursuivez votre projet d'études cet été.

600 cours offerts par ces facultés
Aménagement
Arts et sciences
Droit
Éducation permanente
Études supérieures
Médecine
Médecine dentaire
Médecine vétérinaire
Musique
Pharmacie
Sciences de l'éducation
Sciences infirmières
Théologie

École d'optométrie

Mai à août 2003
• CAMPUS
• CAMPUS RÉGIONAUX
• À DISTANCE

Université d'été
Renseignements
514•343•6090
1 800 363•8876
www.universitedete.umontreal.ca

Université de Montréal

Conférence d'Alternagora

DU RIFIFI DANS L'OCTROI DES LOCAUX

La simulation du forum social Alternagora du 7 février a connu certaines difficultés en ce qui a trait à l'attribution de ses locaux. L'administration de HEC-Montréal y a été de deux réaffectations en 72 heures, craignant que le grabuge entourant l'événement de l'an dernier se reproduise cette année.

Alexandre BENOIT

Une partie des conférences d'Alternagora devait se tenir originalement dans les locaux adjacents à ceux où se tenait la simulation de l'Organisation mondiale du commerce, à l'intérieur de l'École des HEC. Seulement, l'assignation des locaux causait problème, car «*personne n'a le droit, lorsque c'est une association externe aux HEC de réserver des locaux dans l'édifice*», explique Carole Dugas, porte-parole d'Humaniterre, l'association environnementale des HEC, co-organisatrice de l'événement avec la Coalition interdépartementale des étudiants libres (CIEL).

LES HEC SUR LA DÉFENSIVE

Le secrétariat des HEC a décidé de déplacer l'événement à l'ancien édifice de l'École sur la rue Decelles, une relocalisation qui, compte tenu de la distance, «*aurait été une entrave sérieuse au débat d'idées que nous visions*», explique Ilham Halib, co-organisatrice d'Alternagora. La CIEL et Humaniterre ont donc demandé et reçu jeudi un déplacement de l'événement au Pavillon de l'aménagement, qui jouxte les HEC.

À la suite des événements, quatre conférences ont été perturbées. Elles portaient notamment sur la convergence des mouvements sociaux et la responsabilité des organisations internationales.

Le 7 février, cependant, des affiches posées dans la matinée annonçaient un retour des conférences au Pavillon Decelles. L'administration des HEC a craint jusqu'à la dernière minute une répétition des événements de l'an dernier, où «*une centaine de manifestants avaient dessiné des graffitis sur les affiches de dénomination des salles*», rappelle Kathleen Grant, porte-parole de l'École des HEC.

Craignant la confusion, les organisateurs de la simulation du Forum social ont redirigé eux-mêmes les conférenciers vers le Pavillon de l'aménagement. Un geste aussitôt imité par l'Association étudiante des Hautes Études commerciales (AEHEC).

PLUS DE PEUR QUE DE MAL

La journée, composée de trois blocs de conférences, a été entrecoupée d'une simulation de manifestation qui s'est déroulée à l'École, située près de la rue Willowdale, vers 15h30. La foule présente à cet événement a été estimée à «*au plus 50 personnes*», selon le Bureau de la sécurité de l'édifice. Le tout s'est déroulé dans le calme au lobby de l'édifice. Les différents bureaux de la sécurité étaient cependant assurés les services de six employés supplémentaires, afin de contenir la foule éventuelle et d'éviter tout débordement.

Au total, quatre conférences à caractère socio-économique ont dû être déplacées d'un bâtiment à un autre. La première, organisée par le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC), dressait un portait des organisations internationales. La deuxième portait sur les mouvements verts et la convergence des mouvements sociaux, conférence donnée par le sociologue Jean-Guy Vaillancourt. Enfin, les deux dernières allocutions avaient trait respectivement à la responsabilité des organisations internationales et au rôle et à l'impact de l'OMC.

Deux visions s'affrontent à l'Université Laval

LA CADEUL, RÔLE POLITIQUE OU DE SERVICE ?

(PUIQ)- La Confédération des associations d'étudiant(e)s de l'Université Laval (CADEUL) fait face à de sévères critiques. Alors que plusieurs se questionnent sur le rôle que doit jouer la représentante des 28 000 étudiants de 1er cycle de l'Université Laval, des solutions de rechange se développent à l'initiative de certaines facultés, notamment Sciences sociales et Lettres.

Valérie GAUDREAU (Impact Campus- Université Laval)

Officiellement créée en 1981, la CADEUL représente aujourd'hui près de 28 000 étudiants répartis dans plus de 80 associations départementales et facultaires. Rallier un si grand nombre d'étudiants d'horizons différents a toujours été un défi et, à Laval, les divergences de vue entre certaines associations membres du caucus des associations et l'exécutif de la CADEUL sont légendaires. En soit, rien de neuf, mais force est d'admettre qu'elles ont connu un regain ces derniers mois. Un débat qui, depuis janvier, s'est transporté dans les pages du journal *Impact Campus*. De réplique en réplique, deux visions s'affrontent plus que jamais.

LA CADEUL, EMPLOYEUR OU ACTEUR ?

À la base du conflit, il y a la question de savoir si la CADEUL doit jouer un rôle politique ou de service. Sur le plan des services aux étudiants, la CADEUL a présenté un imposant «Bilan social 2001-2002», le 20 janvier dernier. À travers des services de toutes sortes (gestion du bar Le Pub, d'un centre de photocopie, d'événements comme La Vitrine étudiante etc.), la Confédération a créé environ 300 emplois sur le campus qui totalisent plus d'un million de dollars en salaires. Sur le plan politique, si la CADEUL a joué un important rôle d'acteur social ces dernières années, l'insatisfaction se fait sentir en ce qui concerne certaines de ses décisions récentes.

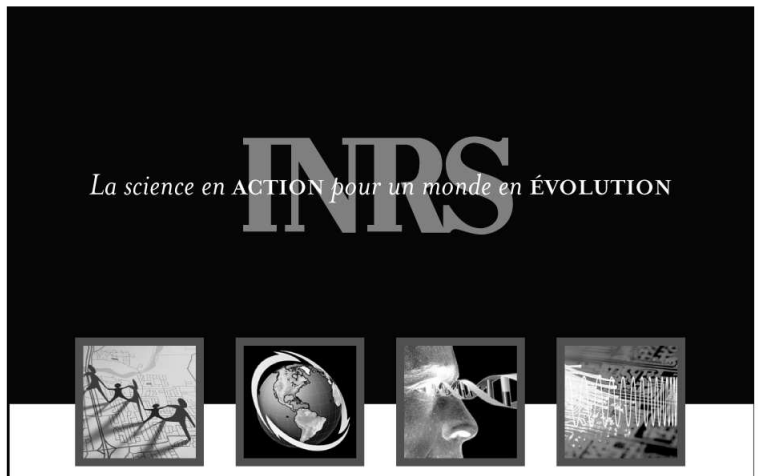
On critique la position de son comité exécutif actuel lors de la plus récente course au rectorat ou encore dans le dossier des frais afférents de 180$ imposés par la direction (un appel au boycott jugé sans conviction). Le président Pier-André Bouchard St-Amant, en poste depuis août 2002, est aussi l'objet de critiques pour son attitude souvent qualifiée d'«apolitique» par certains. Plusieurs se questionnent sur cette tendance de la CADEUL à privilégier les services au détriment d'un rôle plus politique.

Ces critiques ont atteint un point tel que l'Association des étudiantes et étudiants en Histoire (AÉÉH) a lancé, de concert avec l'Association étudiante de sciences sociales (AÉSS), un regroupement d'associations étudiantes nommé Table de concertation.

Selon ses initiateurs, la Table de concertation ne se construit pas uniquement en opposition à la CADEUL mais plutôt sur le désir *«d'une meilleure participation politique des étudiants»*. Les signataires de la lettre, laquelle a été suivie par plusieurs autres, ont émis des critiques virulentes envers la CADEUL et *«son habitude à ne prendre aucun risque politique dans plusieurs dossiers»*. Selon les représentants de l'AÉÉH et de l'AÉSS, la CADEUL représente l'*«ultime structure de compromis»* et qualifient plusieurs de ses positions de *«centristes, molles, souvent apolitiques, et à maintes reprises inefficaces»*.

Loin de se remettre en question, le comité exécutif de la CADEUL a répliqué en qualifiant la Table de concertation, de *«secte idéologique»* et de *«club de révolutionnaires de salon»*. Une démarche jugée *«égocentrique»* où, peut-on lire dans la réplique de la CADEUL, quelques personnes veulent *«imposer au reste leur vision minoritaire»*. L'exécutif termine en affirmant que *«pour remplacer la CADEUL, il faudra se lever de bonne heure»*.

Bref, chacun campe sur ses positions. Le prochain caucus des associations étudiantes, prévu le 21 février, s'annonce d'ores et déjà houleux.



Emplois d'été en recherche

1ER CYCLE – 2003

Si vous avez complété une 2e année d'études dans un programme de 1er cycle en sciences naturelles, en génie ou en sciences de la santé, l'INRS vous offre la possibilité d'occuper un emploi d'été en recherche dans l'un ou l'autre des domaines suivants: eau, terre et environnement; énergie, matériaux et télécommunications; santé humaine, animale et environnementale.

Date limite du concours: 14 février 2003

Critères d'inscription, modalités d'application du concours et information sur l'INRS disponibles sur le site Web.

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (418) 654-2517 Sans frais: 1 877 326-5762 www.inrs.uquebec.ca

Contrat d'exclusivité avec Pepsi

1 250 000 $ POUR DES VOLUMES ERRONÉS

On avait annoncé 10 millions $ aux étudiants en échange de l'exclusivité accordée à Pepsi. Or, si on avait dû comptabiliser les salaires des étudiants de l'UdeM travaillant chez Pepsi pour arriver à ce montant, l'heure est désormais à la soustraction. En effet, on apprend qu'au moins 1 250 000 $ ont été engloutis en frais de consultation pour parapher le contrat avec Pepsi.

Frédéric LEGENDRE

Alors que l'on croyait enfin avoir tous les éléments en main pour juger l'entente Pepsi, voilà qu'arrive un deuxième contrat confidentiel. En effet, le contrat liant l'UdeM à *Spectrum Marketing*, firme qui a servi d'intermédiaire entre Pepsi et l'UdeM lors des négociations, est lui aussi protégé par une clause de confidentialité. Bien avant que Pepsi n'entre dans le décor, c'est par la firme *Spectrum Marketing* que s'est dessinée l'ébauche de ce qui est devenu le contrat d'exclusivité que l'on connaît. «Spectrum *a approché l'Université de Montréal qui était intéressée par ce type d'entente*», affirme Jacques Gravel, vice-recteur exécutif adjoint à l'UdeM.

UNE EXPERTISE D'UN COÛT ÉLEVÉ

Il est cependant plus difficile d'avoir des réponses lorsque l'on aborde la question des montants versés à *Spectrum Marketing*. Lorsque le *QL* a demandé à Jacques Gravel de confirmer si la commission payée par l'UdeM était bien de 15%, commission normalement exigée par *Spectrum Marketing*, il s'est contenté de répondre qu'à l'UdeM, *«l'entente n'est pas très différente»* et que les chiffres avancés par le *QL* étaient *«dans l'ordre des choses mais un peu plus élevés»* que dans la réalité. Finalement, Monsieur Gravel a contacté Dale Boniface, le président de *Spectrum Marketing,* afin d'obtenir la permission de divulguer le montant de la commission perçue. Avec l'accord de Dale Boniface, Monsieur Gravel a finalement révélé que *Spectrum Marketing* touche 12,5% de la valeur de l'entente. C'est donc dire que des 10 millions $ de l'entente, au minimum 1 250 000$ auront été attribués à la firme de consultants.

Monsieur Gravel admet par ailleurs que le mandat de négocier l'entente avec Pepsi a été confié à *Spectrum Marketing* sans qu'aucun appel d'offre n'ait été effectué. Monsieur Gravel affirme que c'est parce qu'*«il y a relativement peu d'entreprises de cette nature»*. S'il est vrai que les entreprises spécialisées dans les contrats d'exclusivité ne sont pas légion, certaines universités ont cependant refusé l'offre de services de *Spectrum Marketing*. L'Université de Victoria, que *Spectrum* avait approchée, a préféré décliner l'offre et négocier elle-même avec les compagnies de boissons gazeuses. L'Université de Guelph, en Ontario, a quant à elle soumis un appel d'offres, contrairement à l'UdeM. D'ailleurs, bien que *Spectrum Marketing* ait soumissionné, l'Université de Guelph lui a préféré une autre entreprise qui avait déposé une offre considérablement moins dispendieuse et qui avait plus d'expérience.

OÙ SONT LES 10 MILLIONS $ ANNONCÉS?

En plus de ces nouveaux frais, l'investissement prévu au CEPSUM n'a toujours pas été réalisé par Pepsi. Jacques Gravel indique qu'un projet a été soumis par le CEPSUM mais qu'il a été refusé par l'Université, car *«la façade aurait eu l'air d'un panneau publicitaire de Pepsi»*. C'est donc dire que les 84 000 dollars d'investissements prévus au CEPSUM dorment toujours chez Pepsi. Monsieur Gravel assure toutefois que les fonds sont disponibles et que c'est au CEPSUM à soumettre un nouveau projet.

Il n'en demeure pas moins qu'au fur à mesure que l'on obtient des informations sur ce dossier, on s'éloigne de plus en plus des 10 millions $ annoncés. En effet, en plus de soustraire les 1 150 000$ de salaire des étudiants qui travaillent chez Pepsi – il est tout de même normal de leur verser un salaire pour leur travail –, il faut désormais aussi ôter les 1 250 000 $ versés à *Spectrum Marketing*. Si on ajoute à cela le fait que l'UdeM touchait des commissions sur les ventes bien avant le contrat d'exclusivité, il faut aussi retrancher les 1 250 000$ de commissions qui sont inclus dans la valeur du contrat. Au bout du compte, il ne reste donc plus que 6 350 000 $ des 10 millions $ attendus. À UBC, les frais d'administration et de démarrage du contrat d'exclusivité se sont élevés à 2,1 millions, sur une entente de 8,5 millions. D'autres révélations sur les coûts pourraient donc encore survenir.

Lors de la séance du Conseil central de la FAÉCUM du 2 décembre 1998, le secrétaire général de la Fédération à l'époque, Patrick Lebel, affirmait que *«le mandat du Bureau exécutif est de parapher une entente tripartite de dix ans d'une valeur d'environ 10 millions $»*. Eh bien, il semble que l'on devra désormais se contenter de 6,35 millions $ sur 13 ans!

ILLUSTRATION: JÉRÉMI LAVOIE

À L'U DE M, L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR !

Excuses et accusations

(F.L.) – Le dossier Pepsi a rebondi à la dernière séance du Conseil central de la FAÉCUM. C'est l'association d'anthropologie de 1er cycle, qui n'est plus membre de la FAÉCUM depuis maintenant 14 ans, qui a ouvert les hostilités. À titre d'invitée, l'association d'anthropologie a demandé, au nom des ses membres – qui paient encore une cotisation à la FAÉCUM –, la démission de Nicolas Fournier, secrétaire général, pour manquement au code de déontologie de la FAÉCUM. Si l'idée de demander la démission du secrétaire a été rapidement rejetée par le conseil, le Bureau exécutif (BE) a tout de même dû essuyer une salve de critiques. On a notamment condamné le *«manque de cohésion et de cohérence dans les discours du BE»* et le *«manque flagrant de communication»* entre les membres. Après avoir lui aussi blâmé *«le BE pour son manque de cohérence et d'informations dans le dossier»*, le délégué de philosophie a rappelé que l'on négligeait le débat sur *«la nature du financement privé dans les universités»*.

Le Bureau exécutif a en outre présenté lors de cette séance un document résumant les grandes lignes de l'entente avec Pepsi. Dans ce document, on lit qu'il y a eu neuf mois de débats en Conseil central sur le dossier Pepsi. Or, d'après les procès-verbaux, ces «débats» portent essentiellement sur la façon de distribuer l'argent du contrat entre les cafés et ne sont pas très soutenus. Trois des neuf séances précédant l'entente n'aborde même pas le dossier Pepsi. De plus, une séance spéciale du Conseil central a été tenue sur le sujet le 13 janvier 1999. Cependant, le procès-verbal de cette séance a disparu des archives de la FAÉCUM. Éric Major, recherchiste-documentaliste à la FAÉCUM, mentionne que ce procès-verbal devrait y être mais qu'*«il y a beaucoup de trous dans les archives de la FAÉCUM. Parfois aussi, les officiers de la FAÉCUM partent avec des documents et les ramènent à la fin de leur mandat»*.

Finalement, Nicolas Fournier a fait amende honorable lors de cette séance. En effet, Nicolas Fournier a présenté ses *«plus sincères excuses au Conseil central»*, affirmant qu'il n'avait *«jamais eu l'intention de mentir»* lors de son récent entretien avec le *Quartier Libre*.

SPÉCIALITÉ: L'EXCLUSIVITÉ

Spectrum Marketing est une firme de consultants spécialisée dans la négociation de contrats d'exclusivité. Fondée en 1985 à Vancouver, la firme compte moins d'une dizaine d'employés. Malgré sa petite taille, *Spectrum Marketing* a cependant des clients dans chacune des provinces au pays. À ce jour, la compagnie a à son actif plus d'une trentaine de contrats d'exclusivité avec des universités ou des gouvernements. *Spectrum Marketing* est la firme qui avait négocié le contrat d'exclusivité entre Coke et l'University of British Columbia, la première entente du genre au Canada, ainsi que le contrat à l'université McGill, finalement rejeté en référendum par les étudiants. Ses principaux compétiteurs se situent à Vancouver, à Toronto, aux États-Unis et en Angleterre.

LA VIE APRÈS PEPSI

Solène HÉRAULT et Frédéric LEGENDRE

La quasi-totalité des cafés-étudiants joints par le *Quartier Libre* s'entendent pour dire qu'ils pourront vivre sans l'argent de Pepsi lors des trois années de prolongation du contrat. Ils affirment cependant qu'ils devront réaménager leurs dépenses, voire couper des services. Julie Crevier, du café de communication, affirme que sans l'argent de Pepsi, *«nous ne pourrions plus offrir les mêmes services aux étudiants: les tableaux, les bols de soupe ou encore la vinaigrette. Beaucoup d'étudiants viennent pour ça et parce que c'est moins cher. Nous serions obligés d'augmenter nos prix. Nous avons acquis une certaine crédibilité que nous perdrions sans Pepsi.»*

Selon ce que nous avons pu apprendre, les montants perçus annuellement par les cafés varient entre 300 et 8000$. Ces sommes sont réparties au pro-rata des ventes des cafés-étudiants et représentent en moyenne 5% des budgets des cafés. Si l'argent de Pepsi a vraisemblablement permis des investissements dans plusieurs cafés, les principales critiques adressées à l'entente portent sur le choix de produits qui est limité et le fait que l'on pourrait parfois avoir moins cher ailleurs.

PHOTO: DAVID CHAMPAGNE

Un aperçu de la manifestation anti-simulation de l'Organisation du Commerce, qui s'est tenue le 7 février dernier à l'Édifice des Hautes Études Commerciales.

Qu'en auraient pensé Nietzsche, Aristote et Sartre?

Qu'en pensent aujourd'hui Naomi Klein, Noam Chomsky et José Bové?

Et toi, qu'en penses-tu?

Veux-tu être un agent de changement?
Des études universitaires en philo à l'Université de Sherbrooke permettent de développer une pensée critique et structurée sur les grands enjeux de notre société en mutation.

Notre programme de baccalauréat en philosophie a été entièrement repensé et propose trois grands blocs de cours à option axés sur les questions de société, le développement personnel et la formation à l'enseignement philosophique.

Pour en savoir plus: **www.USherbrooke.ca/fatep** ou demande le dépliant de notre programme de baccalauréat en philosophie à information@USherbrooke.ca.

Enseignement en sciences de la santé

LE PRIX DE LA LEÇON

La fin des moyens de pression des médecins spécialistes ne résorbera pas tous les problèmes liés à l'enseignement de la médecine à l'Université de Montréal. Hausse de 60 % des inscriptions en huit ans, deux fois plus de médecins formés d'ici trois ans. L'absence d'une stratégie à long terme en enseignement se fait durement sentir.

Alexandre BENOIT

Le Conseil Médical du Québec, l'organisme statutaire chargé de déterminer les besoins de la profession et, du coup, du nombre d'étudiants en formation, lançait un cri d'alarme en octobre 2001. L'organisme a toujours planifié

D'ICI 2006, ILS SERONT 2 000 MÉDECINS DE PLUS À ÊTRE FORMÉS DANS LES HÔPITAUX DU QUÉBEC.

l'apport de nouvelles ressources humaines à la lumière des effectifs existant en centres hospitaliers. Erreur grave : le Conseil n'a pas tenu compte du départ massif à la retraite de 1 500 médecins survenu depuis 1995.

Autre erreur, observable sur le campus : la variation du profil de l'étudiant. Près de 80 % des nouveaux inscrits en médecine sont des femmes qui, au contraire des générations de médecins précédentes, «*ne veulent pas travailler de 60 à 70 heures par semaine dans leur cabinet*», comme en témoigne le doyen de la Faculté, Patrick Vinay.

Résultats : la Faculté de médecine est passée de 140 inscrits en 1995 à 200 cette année. Et l'on prévoit 20 nouvelles entrées à la prochaine rentrée automnale. Ce qui est déplorable pour l'enseignement en classe (qui ne dure que deux ans), l'est davantage pour l'enseignement en centre hospitalier, où s'effectue le reste de la formation (les deux types d'apprentissage additionnés donnent au total une durée minimale de sept ans). En ajoutant le vieillissement de la population, le Québec verra son déficit actuel de 3 000 médecins grimper à 5 000 en trois ans.

LE BESOIN D'UNE STRATÉGIE

La soustraction des heures d'enseignement assurées par les médecins spécialistes aux mois de décembre et janvier a mis en évidence l'importance indéniable du temps qu'ils consacrent à la formation. Par l'allégeance au Serment d'Hippocrate qui dicte au médecin d'enseigner publiquement et gratuitement, ils offrent un travail qui, s'il était rémunéré, coûterait douze millions de dollars à la faculté. Et avec un budget «*réduit de huit millions en huit ans, c'est un luxe que la Faculté ne pourrait pas se payer*», commente le doyen de la Faculté.

«*C'est vrai que le serment d'Hippocrate nous demande d'enseigner, mais il ne nous dicte pas comment livrer l'enseignement* », nuance Patrick Vinay. «*Les médecins résidents, de la troisième année de formation jusqu'à la dernière peuvent assurer des tâches concrètes en remplacement de leur professeur qui dispense l'enseignement lourd aux étudiants de première et deuxième années,. Ils peuvent assurer des gardes et voir des malades à la place du patron.*»

Tant la Fédération des médecins spécialistes (FMSQ) que l'administration de la Faculté s'accordent sur une chose: il faut trouver une forme appropriée de rémunération pour l'enseignement lourd, celui donné dans les deux premières années de formation.

UN PLAN DE CARRIÈRE INEXISTANT

Selon la Société d'implantation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, qui veille à l'implantation du nouvel hôpital en 2006, le plus grand danger que court l'Université de Montréal et ses 13 centres hospitaliers affiliés est, comme elle le mentionne dans son plan directeur, de «*déterminer par la seule prestation de soins et de services cliniques le déroulement d'une carrière et du travail de ses professionnels*».

La solution : l'adoption d'un plan de pratique, par lequel un partage des tâches se fait entre médecins d'un même groupe. Une stratégie qui ne peut être mise sur pied «*que si l'on applique à la lettre le mode de rémunération mixte*», précise le docteur Jean-Victor Patenaude, responsable du comité pour l'élaboration du plan de pratique au CHUM.

Concrètement : de la Régie de l'Assurance-maladie du Québec, le médecin reçoit 600 dollars en rémunération forfaitaire par jour, et une rémunération additionnelle pour chaque acte : gestion, examens de routine, opérations, etc. Un acte, cependant, d'après Patrick Vinay, «*pour lequel, jusqu'à décembre les médecins spécialistes négociaient pour toucher une rémunération, ce sont les activités de recherche*». Les négociations entre la FMSQ et le ministre de la Santé François Legault auront donc été fructueuses.

RÉPARER LES POTS CASSÉS

Les étudiants de la Faculté de médecine, quant à eux, ont convenu, lors de l'assemblée générale de l'Association étudiante de médecine de l'Université de Montréal tenue le 6 février, de collaborer avec l'administration de la Faculté. Au dire de sa présidente, Laurence Masson-Côté, «*c'est impossible de mobiliser des gens comme nous l'avons fait le 16 janvier, car nous savons que le rattrapage ne sera pas le même de la première année à la deuxième. Les étudiants de première année, recevant des cours en hôpitaux de médecins omnipraticiens, n'auront pas le retard à rattraper de la cohorte de deuxième année, qui a été privée d'enseignement en centre hospitalier, puisqu'ils le reçoivent de médecins spécialistes en majorité.*»

INFIRMIÈRES EN QUÊTE DE MOYENS

Déjà aux prises avec un internat non rémunéré d'une durée de quatre mois, les étudiantes en sciences infirmières doivent composer avec un environnement peu enviable. Les universités québécoises sont bonnes dernières, derrière les organismes d'aide humanitaire internationale, lorsque vient le temps de recevoir des surplus d'équipement.

Alexandre BENOIT

C'est un contexte qui amène les étudiantes en sciences infirmières à manipuler du matériel bas de gamme. «*Parmi les cas les plus flagrants, il y a les équipements propres à une faculté comme la nôtre qui ne peuvent nous arriver d'un centre hospitalier. Le meilleur exemple est celui des mannequins. Nous avons les mêmes depuis 40 ans. En comparaison, certaines universités américaines en possèdent des plus récents qui urinent ou vomissent*», commente Karine Gimmig, coordonnatrice académique à l'association étudiante en sciences infirmières de l'Université de Montréal (AÉSIUM).

Dans une faculté où la population étudiante a augmenté de 25 % depuis deux ans, l'association étudiante est contrainte de puiser mille dollars à même son budget afin de remplacer des pièces d'équipement désuètes... comme des gants chirurgicaux percés.

À l'opposé se trouvent les cas d'équipement inventoriés en centre hospitalier. Et le système d'approvisionnement instauré en 1996 ne semble pas une panacée. «*Mon premier laboratoire portait sur les déplacements sécuritaires. Dans ces cas-là, il est possible d'user de lits électriques. Il y en a ici, mais ils n'ont pas de fils de branchement*», ajoute Karine Gimmig.

DES RÉFORMES À TOUTE VAPEUR

La Direction générale des affaires médicales et universitaires, l'entité du ministère de la Santé et des Services sociaux chargée de redistribuer l'équipement en surplus des hôpitaux, prévoit depuis octobre 1996 des incitatifs pour que ces derniers leur offrent l'équipement dont ils n'usent plus dans leur tâches quotidiennes. Dans le cas d'établissements locaux (nouveaux hôpitaux, établissements universitaires), la Régie régionale locale est chargée d'évaluer l'inventaire des stocks disponibles pour chacune des institutions requérantes.

Cependant, à l'examen de l'échéancier des changements dans le système de santé, on peut constater que cette procédure a été introduite à un moment où les réformes se succédaient à un rythme accéléré. En 1995, à la Faculté des sciences infirmières, un internat a été créé à la demande des étudiants qui déploraient l'absence de formation clinique. Les deux changements en précédaient un autre: le virage ambulatoire de 1997, qui remettait en question les prévisions faites auparavant quant aux besoins en infirmières et en ressources. Ce qui a fait qu'«*en deux ans, les conditions n'ont cessé de se détériorer*», déplore Chantale Lemieux, responsable du comité sur la rémunération de l'internat en sciences infirmières.

UN INTERNAT LONG ET SANS RÉTRIBUTION

Depuis l'automne 2002, il y a deux catégories d'étudiants : ceux associés au nouveau programme de DEC-baccalauréat en sciences infirmières créé cette année. Ce programme, créé à l'intention des diplômés de la technique en sciences infirmières au niveau collégial, comporte cinq années d'études incluant le cursus du collégial. Ces derniers, ayant réalisé de nombreux stages au collégial, doivent réaliser un stage d'une durée deux fois plus courte que leurs collègues du baccalauréat traditionnel (deux mois au lieu de quatre).

«*Il s'agit d'une formation pratique rigide où pendant quatre mois, nous devons travailler cinq jours par semaine, huit heures par jours. À cela doivent s'ajouter de douze à seize heures de cours, auxquelles nous devons rajouter dix heures de rédaction de plans de soins et de rapports de stage. Enfin, puisque ces dernières activités ne sont pas rémunérées, on ajoute 30 heures de travail rémunéré pour subvenir à nos besoins*», analyse Chantale Lemieux, elle-même étudiante dans la deuxième formation de premier cycle.

ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI QUE PAR SOI-MÊME

Pour pallier le manque d'outils, l'AÉSIUM a mis sur pied un budget spécial prévu pour l'achat de matériel de laboratoire en tout genre. L'enveloppe d'une valeur de 1 000 $ est prise à même les cotisations.

Néanmoins, les carences les plus dommageables à long terme se situe dans le nombre de laboratoires disponibles pour les sciences infirmières : il n'y en a qu'un seul. Pour l'heure, «*des salles de classe régulières servent pour simuler l'examen physique de routine*», explique Christine Colin, doyenne de la faculté des sciences infirmières. Néanmoins, le secrétaire de la Faculté, Raymond Grenier, a confirmé au Quartier Libre «*qu'une concertation a été faite entre la Direction des immeubles et la doyenne de la Faculté pour qu'un deuxième labo soit ajouté en septembre 2003.*»

Toutefois, pour l'internat, pas question pour l'instant de parler de rémunération. «*On a regardé dans tous les secteurs d'enseignement de la santé et aucune n'offrait la possibilité d'une rémunération de cette étape d'apprentissage. On ne peut procéder à la mise en place d'une telle mesure dans un tel contexte, ça pourrait créer une brèche*», explique Christine Colin.

Dans une faculté où le flux d'étudiants à l'entrée a augmenté de 25 % depuis la rentrée en 2000-2001, la doyenne montre «*qu'il y a possibilité d'accommoder les étudiants dans cette démarche. Le problème est à deux niveaux: à la fin de l'année académique, il manque de stages et les examens de l'Ordre des infirmières ont lieu plusieurs mois après les remplacements de vacances d'été. Or, dans cette situation, l'idée d'un examen de l'Ordre fait au mois de septembre pourrait accommoder tout le monde*».

Zirval Design
imprimerie & infographie

Pour un design... au poil
(514) 525-3781

Le Fureteur en bref

GUIDE DES ATELIERS ET SERVICES DE L'UdeM

Culture

Théâtre

La Cantatrice chauve de Ionesco
Lec-TUM, théâtre en lecture
Mise en lecture de Claude Gagnon
14 et 15 février à 20 h
16 février à 14 h et 20 h
Studio Théâtre, Centre étudiant, Pav. J.-A.-DeSève, 6e étage
Entrée : 5 $
Info-THÉÂTRE : (514) **343.6111**, poste **4691**

Photographie

Concours interuniversitaire de photographie
1 500 $ en prix et mentions
Thème : Mosaïque
Concours ouvert à tous les étudiants, y compris ceux à temps partiel et en rédaction.
Date limite de remise des photos : 21 février 2003
Formulaire d'inscription disponible au Service des activités culturelles.
Info-PHOTO : (514) **343.6524**

Santé

Concours de recettes santé

10e édition

3 000 $ en prix à gagner !
C'est facile de participer, pas besoin d'être un grand chef ! Soumettre une ou jusqu'à cinq recettes santé faciles à préparer pour remporter l'un des onze prix. Se procurer le dépliant distribué dans les présentoirs des signets-nutrition ou dans les cafés étudiants.
Date limite : 28 février 2003

Mois de la nutrition 2003

Mangez sainement... c'est simple et savoureux !
Les diététistes / nutritionnistes vous proposent une foule d'activités : évaluation de votre alimentation et de votre poids santé, distribution d'outils d'information et de recettes, jeu-questionnaire et prix de participation.
24 février, de 10 h à 12 h, Pav. principal
25 février, de 10 h à 15 h, Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit
Info-NUTRITION : (514) **343.6111**, poste **1770**

Entraide

Élaboration d'un projet

Lun. 17 févr., 13 h 30 à 17 h
Centre d'entraide
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, local B-2371
Étudiants : 10 $
Communauté universitaire et grand public : 20 $
INSCRIPTION OBLIGATOIRE : (514) **343.7896**

Counseling

Ateliers du SOCP

Métier : étudiant
Gratuit – Aucune inscription

Gestion du stress	11 ou 13 févr.
Lecture efficace	18 ou 20 févr.
Travaux écrits	25 ou 27 févr.

Les mardis de 17 h 30 à 18 h 45
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4275
ou les jeudis de 11 h 30 à 12 h 45
Pav. Marie-Victorin, salle D-544

L'intelligence émotionnelle et la réussite professionnelle
Mer. 12 févr., 16 h à 18 h 30
Pav. Marie-Victorin, salle G-420
Gratuit / Inscription obligatoire

Que faire après le bac?
Jeu. 13 févr., 16 h30 à 18 h 30
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4340
Gratuit / Inscription obligatoire

Surmonter les blocages en écriture
Jeu. 13, 20 et 27 févr., 17 h à 19 h 30
Pav. 2101, boul. Édouard-Montpetit, salle 013-3
Étudiants : 30 $ / Inscription obligatoire

S'affirmer, savoir prendre sa place
Lun. 17 et 24 févr., 19 h à 21 h 30
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063
Étudiants : 25 $ / Inscription avant le 12 févr.

Fatigué d'être fatigué ?
Jeu. 20 févr., 18 h à 20 h
Pav. 3200, rue Jean-Brillant, salle B-4340
Gratuit / Inscription avant le 17 févr.

Développer ses relations en amitié et en amour
Jeu. 20 et 27 févr., 19 h à 21 h 30
Pav. Marguerite-d'Youville, salle 1063
Étudiants : 25 $ / Inscription avant le 14 févr.

Qu'est-ce que j'aime?
Mer. 26 févr., 18 h à 20 h
Pav. Marie-Victorin, salle G-430
Gratuit + test 5$ / Inscription avant le 19 févr.

INSCRIPTION : (514) **343.6853**

Ressources

Changez de cour d'école!

L'architecture à Venise, la chimie à Paris, l'anthropologie à Mexico.
« Comment préparer sa demande de participation à un programme d'échanges? »
Séances d'information en février :
le mardi, de 12 h à 12 h 45 et le jeudi, de 13 h 45 à 14 h 30
Maison internationale
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève, local A-0300
Départs à l'automne 2003 et à l'hiver 2004
Date limite pour la remise d'un dossier : 28 février 2003
Info-ÉCHANGES : (514) **343.6111**, poste **5366**

CONCOURS FORCES UdeM 2003

Date limite de remise des dossiers : **28 février 2003**

Projets FORCES UdeM

7 bourses de 750 $
> Affaires et vie économique
> Arts, lettres et culture
> Entraide, paix et justice
> Environnement
> Santé
> Sciences et applications technologiques
> Société, communications et éducation

Est admissible tout étudiant dont le projet dans l'une ou l'autre de ces catégories a contribué à l'enrichissement de la vie collective et à la progression du savoir.

Personnalités FORCES UdeM

2 bourses de 1 000 $
1er cycle
Cycles supérieurs
Est admissible tout étudiant qui s'est démarqué en conjuguant réussite scolaire et réalisations personnelles et sociales.

En plus de recevoir une bourse, les lauréats seront admissibles au concours provincial Forces AVENIR 2003. Pour connaître tous les critères d'admissibilité et autres détails du concours, consultez le site Web : **www.sae.umontreal.ca/concours.htm**

Emploi

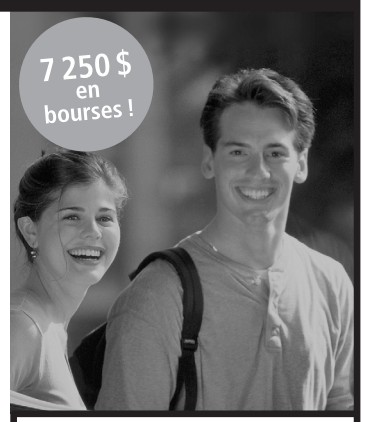
Journée de l'emploi

Mercredi 12 février, 10 h à 13 h 30
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 1er et 2e étages
Toutes disciplines. Des emplois à temps plein pour les finissants et des emplois d'été pour les étudiants. Apportez vos C.V.!
Café Jeunesse, Caméléon Inter-Action, Camp de jour Hippocampe, Camp Edphy international, Camp Nominingue, Camp Ouareau, Direction des affaires internationales et canadiennes, Fonction publique du Canada, Forces canadiennes, Groupe Investors, Groupe sécurité CLB, L'Air du temps, Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Mosaïc, Placement étudiant du Québec, Réno-Dépôt, Vector's Marketing, Sciences en folie, Services financiers SFL, YMCA Kamp Kanawana, Y des Femmes.
Renseignements : (514) **343.6736**

Ateliers de recherche d'emploi

GRATUIT

Simulation d'entrevues
13 févr., 13 h 30 à 16 h 45
Explorer son potentiel
19 févr., 13 h 45 à 16 h
Planifier sa recherche d'emploi
25 févr., 13 h 45 à 16 h
INSCRIPTION OBLIGATOIRE : (514) **343.6736**



Services aux étudiants

Service des activités culturelles [SAC]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, bureau C-2524
(514) **343.6524**
www.sac.umontreal.ca

Service d'orientation et de consultation psychologique [SOCP]
2101, boul. Édouard-Montpetit, 3e étage
Consultation psychologique, orientation et ateliers : (514) **343.6853**
Information scolaire et professionnelle : (514) **343.7890**
www.socp.umontreal.ca

Service de santé
2101, boul. Édouard-Montpetit
(514) **343.6452**
www.sante.umontreal.ca

Service d'action humanitaire et communautaire [Service d'AHC]
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253
(514) **343.7896**
www.serdahc.umontreal.ca

Service universitaire de l'emploi [SUE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0304
(514) **343.6736**
www.emploi.umontreal.ca

Services socio-économiques [SSE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit
- Bureau de l'aide financière : Local A-4302 (514) **343.6145** (messagerie vocale) www.baf.umontreal.ca
- Bureau des étudiants handicapés : Local C-351 (514) **343.7928** ou (514) **343.7013** www.ciph.umontreal.ca
- Bureau du logement hors campus : Local B-3429 (514) **343.6533** www.logement.umontreal.ca
- Bureau des étudiants internationaux : Local C-351 (514) **343.6935** www.bei.umontreal.ca Maison internationale : Local A-0300 (514) **343.6111**, poste **5366** www.bei.umontreal.ca/maison internationale

Université de Montréal

Congrès de l'Union des forces progressistes

RADICALEMENT DIFFÉRENT

À l'approche des élections provinciales, la gauche s'organise. Réunis en congrès les 1er et 2 février dernier, les membres de l'Union des forces progressistes (UFP) ont précisé leur plate-forme électorale. Molly Alexander et Pierre Dostie, les deux porte-parole officiels du parti, exposent la ligne directrice de la nouvelle gauche au Québec.

Propos recueillis par Christian CHALOUX et Sébastien MALO

***Quartier Libre* : Quels sujets l'Union des forces progressistes (UFP) compte-elle mettre de l'avant durant la prochaine campagne électorale, et est-il important pour vous que les militants contribuent à la campagne électorale?**

Pierre Dostie : On en retrouve les grandes lignes dans notre plate-forme. Elle regroupe douze points s'articulant autour d'une rupture avec le néolibéralisme: le partage de la richesse, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des règles pour protéger l'environnement, les droits des travailleurs et travailleuses, sans oublier les personnes à faible revenu. On veut appliquer aussi le principe de la démocratie participative dans notre campagne électorale. Les candidats et candidates vont enclencher avec leur équipe des processus de consultation. Les gens vont y indiquer quels devraient être les thèmes prioritaires dans leur circonscription. On va ensuite les articuler avec les thèmes nationaux.

Molly Alexander : On va débattre au Congrès de ce qu'on va mettre de l'avant. À cause de la structure de notre parti et de la manière dont on fonctionne, chaque UFP régionale ou locale peut promouvoir ses enjeux.

***Q.L.*: Croyez-vous que le vote pour l'UFP puisse favoriser le PLQ et surtout l'ADQ et êtes-vous prêt à l'assumer ?**

P.D. : La question en elle-même est évocatrice du système actuel dans lequel ceux qui tiennent un discours différent des deux partis dominants favoriseront néanmoins le moins pire des partis. Cette situation est très grave, car la seule façon pour un parti politique d'aspirer au pouvoir est de durer, d'essayer et de se représenter élection après élection. Nous, nous n'avons pas d'autre option que de durer, de nous montrer sur la place publique. Et en réalité, rien ne nous dit que l'on n'enlèvera pas une partie importante des votes à l'ADQ, et rien ne nous dit que l'ADQ va prendre le pouvoir à la prochaine élection.

***Q.L.*: La fusion entre trois partis qui est à la base de l'UFP a-t-elle généré une plate-forme politique peu pragmatique qui ralentira vos forces progressistes ?**

P.D.: L'UFP s'est dotée d'une structure qui permet aux différentes tendances d'exister. Ainsi, la plate-forme est un dénominateur commun et elle sert à faire l'intégration de l'ensemble des tendances. La plate-forme qui est débattue aujourd'hui a fait deux aller-retour entre les associations locales et le comité de synthèse *[qui est en charge de regrouper les idées de toutes les associations]*. C'est un processus pour élaborer une solution de rechange. Mais il faut faire attention: tout n'est pas dans la plate-forme de l'UFP! On veut être le relais sur le plan politique, électoral et social. La pédagogie du pouvoir collectif s'apprivoise à travers cette formule qui nous amène à faire attention à ne pas reproduire les tendances des trois autres partis dominants.

M.A.: Il y a des choses dans notre plate-forme qui sont radicales et que d'autres partis ne proposent pas, ce qui nous amène un lot de critiques de la part des médias qui nous accusent d'utopisme. Ce processus est long, car on tient à avoir un aller-retour entre nos associations, mais il nous amène des positions très intéressantes qu'aucun parti n'aurait mis dans sa plate-forme.

> Ce processus est long, car on tient à avoir un aller-retour entre nos associations, mais il nous amène des positions très intéressantes qu'aucun parti n'aurait mis dans sa plate-forme.

***Q.L.*: Pensez-vous qu'après une première élection, l'UFP aura l'unité nécessaire pour combler les divisions et faire un programme politique réaliste et solide ?**

P.D.: On a développé un courant central fort au sein de l'UFP et il n'y a pas de division au sein de notre parti. Dans la culture politique dominante, on est habitué d'avoir la parole du chef et une ligne de parti tandis qu'ici, à l'UFP, on doit vivre au grand jour nos différents points de vue tout en respectant l'unité. Donc, on permet à tous de s'exprimer tout en tentant d'être cohérents par rapport à notre plate-forme. De plus, la campagne électorale va nous permettre de faire le plein de militants. L'immense majorité des gens qui sont attirés par notre programme et notre discours se sont justement reconnus dans cette nouvelle culture politique que l'on veut implanter. Ça va ainsi renforcer l'unité et la cohésion du parti.

***Q.L.*: Quelle est votre base électorale actuelle ?**

P.D.: On utilise beaucoup l'approche intergénérationnelle, car on a remarqué que dans notre société, on a découpé les générations. Chacune d'entre elles se retrouve dans son compartiment, mais dans une société vraiment humaine, c'est chaque génération qui peut apporter quelque chose à une autre. Il faut que l'on puisse profiter de l'expérience des plus âgés et se servir de l'imagination et de la créativité que les jeunes peuvent nous apporter. Donc, il faut s'ouvrir à toutes ces réalités-là.

M.A.: À l'UFP, les jeunes sont respectés, parce que c'est un mouvement différent, avec des idées différentes. Ici, on ne se sent pas «paternalisés». Et ça s'applique aussi aux femmes.

***Q.L.*: Vous considérez-vous comme un parti radical ?**

M.A.: Je considère que l'on est un parti qui a des tendances très radicales en son sein, qui regroupe toutes sortes de tendances, dont le radicalisme. Je pense qu'avec les années, ces débats vont nous amener à aller vers la racine du problème: on va regarder les racines des pratiques corporatistes et capitalistes qui créent les problèmes. On ne tourne pas autour du sujet et on dit haut et fort que les pratiques néolibérales des trois partis vont nous appauvrir pour telle raison précise. Et ça, on l'exprime tout en proposant un éventail de solutions. Et donc, dans ce sens-là, on est radicaux.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

L'UFP PRÉPARE SA STRATÉGIE POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS.

L'UFP vue par Louise Beaudoin

Le Quartier Libre a demandé à Louise Beaudoin, la ministre d'État aux Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de l'Observatoire québécois de la mondialisation, ce qu'elle pensait de la présentation de candidats de l'UFP aux prochaines élections provinciales.

Louise Beaudoin: «Je le regrette parce que, et je le dis sans aucune animosité, ça divise les forces progressistes. C'est sûr que l'on peut toujours être plus à gauche et que l'on trouve toujours plus à gauche que soi, mais regardez en France le résultat ! La fragmentation, l'émiettement… De tout ça, c'est Mario (Dumont) qui doit se réjouir avec ses bons d'éducation et sa santé à deux vitesses ! Quant à la culture, il ne sait pas que ça existe et la mondialisation non plus ! Pierre Bourque l'a découverte récemment en nous apprenant qu'il fallait s'ouvrir au monde, mais en anglais ! Eh bien moi, je refuse ça !»

PHOTO: CLARISSE SERIGNAT

(Propos recueillis par Mikaëlle Monfort , en collaboration avec CISM)

ÉLECTIONS PROVINCIALES

VIRAGE À GAUCHE

Un samedi matin au Québec. Un orateur gauchiste harangue un vaste auditoire constitué de «camarades». Un anachronisme? Non, mais le signe indéniable que la gauche agitera son porte-étendard aux élections de mai prochain. Quand l'UFP va au combat...

Sébastien MALO et Christian CHALOUX

Les 1er et 2 février, l'*Union des forces progressistes* (UFP) tenait le deuxième congrès de sa courte existence au Cégep du Vieux-Montréal. Le jeune parti est le produit de la fusion récente de trois partis gauchistes de la scène électorale québécoise (le RAP, le PDS et le Parti Communiste du Québec). Deux porte-parole décravatés en assurent le leadership : Molly Alexander, étudiante à l'université Concordia, et Pierre Dostie, militant dans diverses organisations et chargé de cours en travail social à l'UQAC. Le nouveau-né se targue aujourd'hui d'être la quatrième force en importance qui se présentera aux élections provinciales de mai. Au total, quelques 1000 membres se rangent du côté de l'UFP, affirment les officiels, et *«ce n'est pas un feu de paille, ça fait plusieurs années qu'on travaille là-dessus*, assure Pierre Dostie. *On travaille à l'unité de la gauche, à rassembler les progressistes qui sont encore isolés et, dans certains cas, divisés.»*

Au néolibéralisme dont les fissures font la part belle à la pauvreté, l'UFP prétend pouvoir être une solution de rechange. Aux yeux des porte-parole, *«le pouvoir des luttes sociales doit être porté de l'arène de la société civile à l'arène politique»*. Ainsi, la plate-forme finale avancée par l'UFP veut s'articuler autour d'une rupture avec le néolibéralisme. Douze points où il est souvent question du partage des richesses ont été développés en ce sens. Assez peu surprenant pour un parti que sa co-porte-parole, Molly Alexander, présente comme *100% de gauche*, des positions telles que la gratuité scolaire du primaire à l'université, la hausse du salaire minimum à 10$ ou la diminution de la semaine de travail à 32 heures sont mises de l'avant. L'UFP aspire toutefois à adapter sa plate-forme aux enjeux propres à chaque circonscription. À ce sujet, Molly Alexander commente : *«C'est ça qu'on fait différemment des anciens partis de gauche. Dire qu'on a la ligne de position juste, c'est un peu dangereux. On a des valeurs qu'on ne laisse pas tomber: oui, on est pour la redistribution de la richesse; oui, on est pour l'autodétermination des citoyens et citoyennes; mais comment ça va se faire, c'est ce dont on va discuter ensemble.»*

> «Le pouvoir des luttes sociales doit être porté de l'arène de la société civile à l'arène politique.»

L'UFP AUX ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES DE MAI

Même si elle compte ses sous, l'UFP provoque des vagues sur la scène politique que dirige le tandem PQ-PLQ. Ainsi, le PQ exprimait récemment dans les médias ses craintes que l'UFP ne cause une division du vote dans les forts péquistes en faveur des candidats adéquistes. Mais l'UFP ne lorgne pas l'électorat péquiste, mais plutôt l'électorat désabusé qui tergiverse vers l'ADQ. Selon Pierre Dostie, *«On est capable d'aller chercher une fraction du vote auprès de la clientèle qu'elle [l'ADQ] cible : des gens qui veulent des changements.»* Au sein du parti, l'attitude est hostile à l'égard de l'ADQ et de son *«opportunisme»*. L'UFP compte aussi sur le scrutin de ceux qui *«ne voteraient pas ou annuleraient leur voix.»* Enfin, la stratégie électorale de cette formation se complète par une entente unitaire entre les forces de gauche, adoptée avec enthousiasme lors du congrès. Ainsi ne se concurrenceront pas les candidats de l'UFP, du Parti Vert et certains candidats progressistes comme Jean-Yves Desgagnés dans le comté de Jean-Lesage, anciennement Limoilou.

L'UFP prévoit présenter *«au minimum une quarantaine de candidatures»*, dit Molly Alexander. À ce jour, 18 candidats ont été présentés. On compte dans leur rang la figure médiatisée d'Amir Khadir, candidat dans Mercier et ex-candidat pour le Bloc Québécois. Comme tous les candidats de l'UFP, Khadir est réaliste quant aux résultats modestes qui suivront les élections qui se dérouleront en mai. Aujourd'hui, l'UFP a *«l'ambition d'être un catalyseur et ne vise des résultats tangibles que dans 8 à 12 ans.»* Mais Molly Alexander fait valoir que la venue d'un candidat de la trempe d'Amir Khadir apporte de la crédibilité à l'organisation et permet d'espérer que d'autres noms médiatiques, reconnus pour leurs affinités avec la gauche, se rallieront.

CORRECTION de la VUE au LASER

Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
11 000 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Expérience
Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **51 000 interventions au LASIK.**

Technologie
Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de **correction de la vue sur mesure, Zyoptix.**

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

SPÉCIAL ASEQ

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.
*Choisissez Lasik MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM seulement. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

À partir de $500 de l'oeil*

LASIK MD MONTRÉAL (514) 845-1515
www.lasikmd.ca
Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

À la télévision de Radio-Canada

ÇA SENT LE CHANGEMENT!

Les 12 et 13 février 2003, les têtes seront tournées vers Daniel Gourd, vice-président de la Télévision française de Radio-Canada, qui dévoilera sa stratégie de relance pour 2003-2004. Lors de sa nomination, M. Gourd avait mentionné qu'il y aurait d'importants changements dans la tour du boulevard René-Lévesque à compter du printemps. Ce plan de repositionnement saura-t-il définir les priorités et l'identité de la télévision publique?

Marième PARADIS

Alors que Radio-Canada se cherche une identité de télévision publique de qualité plus près de ses téléspectateurs, une autre télévision publique, la British Broadcasting Corporation (BBC), s'est ouverte à de nouvelles avenues: la télévision *participative*. La BBC a trouvé un moyen, depuis le début des années 1990, pour renouer avec son public. Le téléspectateur n'est plus passif devant son écran de télévision: il participe à l'évolution de l'émission, pour finalement en choisir son dénouement, ce qui rappelle le cinéma-vérité des années 1970. Sur le site Internet de la télévision publique britannique, on veut les commentaires de l'auditoire. Mais la télévision britannique repousse les limites du simple commentaire. *BBC Talent* se veut la plus grande campagne de recrutement de nouveaux talents à travers la Grande-Bretagne; il est même possible de poser sa candidature en ligne. Ce programme créé en 2000 s'étendait à plusieurs professions: comédiens, écrivains de téléromans, animateurs radio, animateurs télé, compositeurs, réalisateurs, sportifs, humoristes. *BBC Talent* a été créé pour revitaliser le rôle de la BBC comme recruteur de talents à travers la Grande-Bretagne. Greg Dyke, le directeur général de la BBC, a affirmé, au moment du lancement de ce programme, que le succès de la BBC est généré par des gens créatifs, qui ont le goût de risquer et d'innover. La SRC fera-t-elle preuve d'audace et d'innovation?

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

VERRA-T-ON VRAIMENT UN CHANGEMENT À LA SRC ?

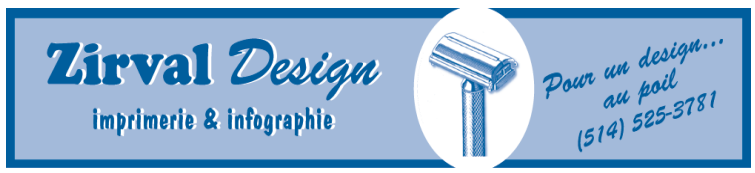
QUALITÉ CONTRE GRAND PUBLIC

Selon Claude Martin, économiste et professeur au Département de communications à l'Université de Montréal, *«toute télévision se doit d'explorer les nouvelles façons de faire»*. Ainsi, M. Martin affirme que Radio-Canada devrait considérer cette option même si, dans bien des cas, *«les* reality shows *ont souvent un contenu déplorable»*. Il termine en indiquant que la société d'État *«a montré qu'elle peut faire mieux»* dans le domaine de la télévision *participative* avec une émission diffusée l'automne dernier: *École de danse*. Claude Martin soutient également que *«la SRC se doit d'offrir une programmation de qualité»*. Est-ce que les notions de «programmation de qualité» et de «grand public» peuvent définir une même télévision? Jean-Pierre Desaulniers, professeur au Département de communication de l'UQAM, explique que *«les deux positions ne sont pas du tout antinomiques. On peut très bien être près des gens et demeurer une télé de qualité.»* M. Desaulniers dénote également qu'une télévision *participative* n'est pas un indice de qualité. *«Les modes de participation ne sont que des stratégies de communication. Ils ne représentent aucunement des critères de basse ou de haute qualité, tout dépend de la manière…»* Alors pourquoi Radio-Canada ne se tourne-t-elle pas vers cette solution plus populaire pour regagner le cœur des Québécois? M. Desaulniers signale que Radio-Canada a toujours eu de la difficulté à rejoindre son public. *«Se connecter avec son public, se rapprocher des gens est avant tout un état d'esprit. De tout temps, Radio-Canada a eu des problèmes avec ça.»*

UN MANDAT À RESPECTER

Radio-Canada se doit de respecter son mandat d'une télévision qui renseigne, éclaire et divertit. Elle doit également refléter la diversité culturelle du pays et répondre aux besoins particuliers des régions. Est-ce qu'une télévision plus *participative* entre dans le mandat d'une télévision publique? Une émission dans laquelle on peut retrouver une certaine réalité canadienne, où l'on veut promouvoir la culture nationale et où des gens peuvent s'exprimer, peut-elle faire partie de la mission de Radio-Canada? Dans son orientation, la société d'État veut *«donner accès à nos moyens d'expression, parler de notre réalité, favoriser l'entente mutuelle entre nous et aider notre culture à s'épanouir»*. La Société Radio-Canada pourrait donc se diriger vers cette nouvelle façon de faire la télévision; cependant, celle-ci n'a pas voulu commenter le débat. Or, M. Gourd a lui-même affirmé qu'une télévision généraliste devrait s'appuyer sur la culture populaire. Il a également indiqué que la télévision d'État devrait prendre des risques, car elle n'est pas dans l'obligation de générer des profits.

Dans quelle optique se déroulera le plan de repositionnement de Daniel Gourd dans les prochains jours? Comment les téléspectateurs pourront-ils s'identifier à la télévision publique? Ce sera les 12 et 13 février prochain que l'on obtiendra réponse à ces questions.



STEVE MOORE, MEMBRE DE L'EQUIPE, EN COURSE DANS LA SERIE C.A.R.T.

Entrevue avec Robert Lacroix

L'ENTREPRISE UNIVERSITAIRE

Avec Pepsi et les commandites pour les nouveaux pavillons, le privé est bien visible à l'Université de Montréal (l'UdeM). Et à en croire le recteur de l'UdeM, la porte lui est grande ouverte. Robert Lacroix fait le point sur la place du privé à l'université et sur les dossiers de l'heure à l'UdeM.

Propos recueillis par Frédéric LEGENDRE et Mikaëlle MONFORT

***Quartier Libre* : À propos de l'affaire Pepsi, qui a fait la manchette récemment, on connaît beaucoup d'aspects de ce contrat, mais il y a encore beaucoup de détails nébuleux. Pouvez-vous nous expliquer comment l'Université a décidé d'approcher Pepsi et comment ça s'est fait ?**

Robert Lacroix : On fait tout un plat avec Pepsi, mais c'est amusant dans le fond d'en faire un. Soyons clair, vous n'aurez pas d'excuses de ma part. Je n'ai aucun malaise avec Pepsi. Le rôle de l'université c'est l'enseignement et la recherche. Ça, on doit le faire le mieux possible et s'organiser pour que ce soit le moins possible teinté par quelque intervention que ce soit. Pepsi ne teinte rien, ni dans l'enseignement ni dans la recherche. On vend des jus, de l'eau ou du Pepsi à des adultes qui ont en moyenne 23-24 ans, qui sont les plus éduqués du Québec, qui sont donc des adultes vaccinés qui doivent savoir s'ils veulent prendre de l'eau, du jus ou du Pepsi. Même si le recteur leur disait «prend donc un petit peu plus de Pepsi», soyons sérieux, ils s'en foutent éperdument. Le contrat avec Pepsi a permis qu'une partie des profits reste ici au lieu que tous les profits restent de leur côté et je ne trouve pas ça bête. Ça n'a rien changé à la qualité de l'enseignement, ça n'a rien changé à la qualité de la recherche, ça n'a rien changé à la mission de l'Université et on a dégagé des montants pouvant, à mon avis, pallier certaines carences qui existaient ici. Ce n'est pas mon rôle d'alimenter et de nourrir les étudiants et les étudiantes. On fait tout un plat avec ça, mais je vais être bien franc avec vous, je ne me réveille pas la nuit pour penser à ça.

***Q.L.*: Donc pour vous, ça a plutôt été une bonne affaire pour l'UdeM ?**

R.L.: C'est toujours la même histoire, les étudiants ont compris ça depuis fort longtemps. Les associations étudiantes, bien avant nous, ont donné des exclusivités régulièrement dans toutes leurs activités. C'est tout simplement une activité commerciale où ils se disent: «si je peux enlever plus de profits à la compagnie et en avoir plus pour moi, alors tant mieux». On peut donc dire ce qu'on voudra, mais qu'un étudiant ou une étudiante vienne me dire en quoi les activités de l'Université l'ont poussé à prendre davantage de Pepsi, qu'ils sont devenus des accrocs au Pepsi. Je n'en ai pas encore vu un qui m'ait dit ça !

***Q.L.*: On pourrait donc envisager d'autres ententes du genre ?**

R.L.: C'est-à-dire qu'il faut faire attention. On avait, par exemple, des publicités qui étaient sur le campus et je n'ai pas renouvelé tous ces contrats. Je me disais «pourquoi on se ferait envahir par ça» ? On les a donc enlevées. Par exemple, pour ce qui est des cafétérias, on les administre, mais je n'aurais aucune espèce d'hésitation à ce que quelqu'un vienne vendre des choses pour alimenter les étudiants sur le campus. Moi, je ne suis pas là pour produire des *hot dogs*, il y a quand même des limites. Il faut faire la distinction entre la mission propre de l'Université, ce que nous sommes capables de faire le mieux, et ce que d'autres font mieux que nous. Quand on essaie de faire ce qu'on ne sait pas faire, généralement on le fait mal. Or, nous ne sommes pas les gens les plus habiles pour produire toutes sortes de services qui ne sont pas des services d'enseignement, qui ne sont pas des services de recherche, mais qui sont des services accessoires à un milieu où il y a des concentrations d'individus. C'est le grand principe de base. On ne vend pas notre âme en faisant ça, on demande aux gens les plus aptes de donner les bons services à ceux qui les veulent parce que les étudiants veulent ces services-là. Je ne peux pas dire que ce soit pour moi un enjeu majeur de savoir si je vais administrer mes cafétérias. Voyons, pourquoi est-ce que ce serait un enjeu majeur ?

PHOTO: DAVID CHAMPAGNE

***Q.L.*: On sait que Pepsi a refusé cette année de payer les redevances dues, comptez-vous renégocier l'entente comme Pepsi le voudrait ?**

R.L.: Nous restons essentiellement à l'intérieur du contrat qui est là et, à l'intérieur du contrat, il est écrit que si nous ne rencontrons vraiment pas les cibles, il peut y avoir un étalement de trois années du contrat. C'est ce qui est dans le contrat et c'est ce qui va rester là. C'est tout. Je comprends qu'ils se soient trompés, mais ils auraient pu ne pas se tromper et avoir plus que ce qui était prévu. C'est ça les affaires.

***Q.L.*: Lors du Salon des études du 26 janvier dernier, on a vu les employés de soutien exprimer leur mécontentement sur le dossier de l'équité salariale, qui traîne depuis longtemps. Où en est-on dans ce dossier ?**

R.L.: Nous sommes en médiation et nous avons signé un accord de principe avec nos employés de soutien, accord de principe qui devrait leur être soumis lors de leur assemblée générale d'ici un mois. D'ici là, la négociation se poursuit sur certains aspects et les moyens de pression sont arrêtés. Je me croise les doigts, mais je crois que c'est plus derrière nous que devant nous. Il faut réaliser que l'Université est un lieu où des milliers de personnes travaillent, où il y a des relations de travail que l'on essaie d'avoir les plus harmonieuses possible, mais où il y a des fois un peu de tensions. Je pense que c'est un peu ce qui nous est arrivé au cours de la dernière année. J'espère que ça va bien se finir d'ici un mois.

***Q.L.*: Diriez-vous que c'est un bon accord pour l'UdeM ?**

R.L.: Tout accord est toujours un bon accord. Le désaccord est bien pire !

***Q.L.*: On construit présentement des pavillons Jean-Coutu et J.-Armand-Bombardier. Dans ce type d'accord où des compagnies offrent de l'argent, y a-t-il des exigences à remplir pour l'Université ?**

R.L.: À cet égard, toute université doit être extrêmement vigilante. Ce n'est pas facile, mais ce n'est pas parce que ce n'est pas facile que l'on ne doit pas essayer. Je crois que toutes les politiques que nous nous sommes données à l'UdeM tentent de nous protéger. Je ne dis pas que l'on ne fera pas d'erreurs, ce serait idiot de dire que l'on n'en fera pas. Il faut être assez vigilants pour que, si l'on a commis des erreurs, on puisse les corriger. Il faut réaliser aussi une chose : l'université, c'est beau comme ça, mais c'est l'ensemble des professeurs qui fait vivre l'université à tous égards. Nous avons chaque année environ 350 millions de dollars de fonds de recherche qui nous viennent de différentes sources. Ce n'est pas le recteur qui va chercher les fonds de recherche. Il y a environ 7500 demandes qui sont faites à tous les ans par l'ensemble de nos professeurs, chercheurs, groupes, centres de recherche. On a des balises à travers lesquelles les gens doivent fonctionner, mais il peut y avoir ici et là des dérapages et ce serait très surprenant que dans une grosse université comme la nôtre il n'y en ait jamais. On essaie de les prévenir, on essaie d'avoir les politiques les plus rigoureuses et je pense qu'on y arrive assez bien. Maintenant, pour revenir à la question des bâtiments, on a eu un don de la fondation de 12 millions pour le bâtiment J.-Armand-Bombardier puis c'est tout ; ça vient de s'éteindre. Jean Coutu donne 12,5 millions, on construit les deux pavillons. Il n'y a rien, rien, rien de demandé pour cela, rien. Il n'a même pas demandé de mettre son nom dessus, c'est nous qui le lui avons offert.

***Q.L.*: Est-ce qu'il n'y a pas un nombre minimal de diplômés exigé ?**

R.L.: Pas du tout. Lorsqu'on est allé voir Jean Coutu, on lui a dit quels étaient les besoins de formation en pharmacie, qui sont énormes. On a dit à Jean Coutu: *«Le gouvernement nous demande d'augmenter les places. Vous avez besoin, comme tout le monde dans votre secteur, de pharmaciens. Aidez-nous.»* C'est comme ça que ça s'est fait et pas l'inverse. Les étudiants qui vont sortir de là iront travailler là où ils voudront. Bien sûr que Jean Coutu se dit: *«s'ils peuvent produire plus de pharmaciens à Laval et à Montréal, tant mieux pour moi et pour tous les autres»,* mais personne ne peut lui reprocher ça. L'Université doit être efficace comme organisation. Si on veut sauver l'institution, il faut que l'organisation soit efficace, sinon les gens ne mettront plus de ressources dans les universités. Souvent, les gens ne comprennent pas ça, ne comprennent pas que l'on ait un souci d'efficacité. Si on n'est pas efficace, on va mourir. Et être efficace, ça ne veut pas dire changer l'institution, ça veut dire bien gérer l'organisation.

L'affaire Schecter

S'OPPOSER À ISRAËL, UN ACTE ANTISÉMITE?

Le 25 janvier dernier, Stephen Schecter, professeur de sociologie de l'UQAM, faisait paraître une lettre dans le Devoir, faisant état de paroles antisémites scandées à son égard par les étudiants de sociologie. De plus, il qualifiait de fascistes les étudiants et leurs professeurs s'opposant aux politiques d'Israël. Mais peut-on qualifier d'antisémites ceux qui s'opposent aux politiques d'Israël?

Emmanuella ST-DENIS

Lorsque Stephen Schecter s'est présenté à sa classe le 16 janvier dernier, un groupe d'étudiants en grève l'ont accueilli avec les propos suivant: *«Israël, assassin, Schecter, complice!»* Bien que tous reconnaissent les propos offensant et antisémites des étudiants de l'UQAM à l'égard du professeur ainsi que le droit légitime de M. Schecter à ne pas se laisser malmener, plusieurs questionnent le contenu de sa lettre voulant que les étudiants de l'UQAM soit des fascistes de gauche. Ainsi, est-ce que la critique des politiques du gouvernement israélien et l'appui au peuple palestinien signifient automatiquement que l'on soit antisémite?

Pour Lilian Robinson, directrice de l'institut Simone de Beauvoir à Concordia et militante auprès de l'Alliance juive contre l'occupation, cela n'a rien à voir. *«Les sionistes pensent qu'Israël représente le droit légitime d'existence de la population juive. Alors, si vous démontrez une opposition à l'existence de l'État d'Israël ou à ses politiques, vous êtes alors considéré comme antisémite, mais je ne crois pas que le fait de reconnaître le droit d'existence à la population palestinienne et de remettre en question certaines politiques du gouvernement Israélien, soit de l'antisémitisme.»*

C'est aussi l'avis que partage Simon Bensimon, directeur du Centre Hillel de Concordia, qui croit cependant que certains utilisent Israël pour propager une parole antisémite. *«Dénoncer les politiques d'Israël n'est pas antisémite, cependant certains se cachent derrière leur opposition aux politiques d'Israël pour véhiculer des propos antisémites. Je pense que lorsque l'on est contre une présence juive en Israël, oui, nous pouvons parler d'antisémitisme. Mais si on s'y intéresse et qu'on pense que la politique n'est pas favorable au peuple, c'est différent. Je trouve aussi déplorable que l'on ose, dans le discours antisioniste, prétendre que les juifs sont les nouveaux nazis. Cela est de l'antisémitisme profond et l'on ne peut en aucun cas comparer la condition des palestiniens à l'holocauste où l'on passait les juifs au four crématoire.»*

> «J'ai moi-même reçu des messages disgracieux de la part de certains membres de la communauté sioniste et qui font d'ailleurs référence non seulement au fait que je condamne certaines politique d'Israël, mais qui font aussi référence à ma condition de femme.»

Mme Robinson ajoute pour sa part, qu'il est difficile d'être juif et de ne pas soutenir le régime du gouvernement Sharon. *«Cela est mal vu, on est considéré comme traître. De plus, j'ai moi-même reçu des messages disgracieux de la part de certains membres de la communauté sioniste et qui font d'ailleurs référence non seulement au fait que je condamne certaines politiques d'Israël, mais qui font aussi référence à ma condition de femme.»*

M. Bensimon répond à cela que la *«communauté juive a aussi ses cas problématiques et il est possible que certains individus tiennent des propos déplacés, mais je ne crois pas qu'aucun représentant officiel de la communauté juive montréalaise n'ait tenu ce genre de propos.»*

Le cas du professeur Schecter de l'UQAM n'est certes pas un cas isolé. Depuis quelque temps, les tensions surgissent un peu partout au Québec, comme ailleurs dans le monde, sur les campus des universités. Le cas de l'émeute de Concordia est un événement important qui, selon M. Bensimon, va à l'encontre de la démocratie. *«Il n'y a pas un pays démocratique de l'Ouest qui n'a pas ses défauts. Est-ce qu'on empêche la France de faire des discours, malgré les politiques de Le Pen? La seule occasion où l'on empêche quelqu'un de parler parce qu'il fait partie d'un État, c'est dans le cas d'Israël.»*

D'autre part, lorsqu'il s'agit de la question du passé antisémite québécois, Mme Robinson et M. Bensimon estiment tous deux que cela est un fait du passé du Québec, mais que le Québec d'aujourd'hui n'est pas plus antisémite que n'importe qu'elle autre société. *«Le passé antisémite du Québec était en partie relié à l'Église catholique en pouvoir. Je ne crois pas qu'aujourd'hui ce soit toujours aussi présent»*, pense M. Bensimon.

anapharm
membre de SFRC International

Anapharm est une entreprise de recherche sur les médicaments ayant des bureaux à Québec, Montréal et Trois-Rivières. Nous réalisons des études de recherche clinique sur des médicaments qui, la majorité du temps, sont déjà en pharmacie (Bioéquivalence).

Pour le mois de février, nous recherchons des...

- **Hommes**
- **18 à 65 ans**
- **Fumeurs et non-fumeurs**

Indemnité compensatoire jusqu'à : 1 500 $

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm Montréal pour participer à une étude clinique ou visitez notre site Web

514 485-7555
1-866-ANAPHARM
WWW.ANAPHARM.COM
Entreprise de recherche sur les médicaments

La promesse d'un avenir brillant

FUTURS DIPLÔMÉS EN ENSEIGNEMENT

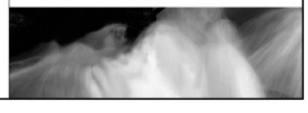
Les nouveaux diplômés sont au cœur d'un avenir sans pareil à la **Commission scolaire des Sommets**. C'est pourquoi nous leur offrons des possibilités incomparables. Nous leur proposons tout le soutien dont ils ont besoin pour démarrer une carrière valorisante.

La **Commission scolaire des Sommets** dispose d'un important bassin de contrats variés et de postes réguliers. Les diplômés peuvent donc y lancer leur carrière avec assurance et optimisme. De là, il n'y a aucune limite à ce qu'ils pourront accomplir !

Si une carrière dans la magnifique région de l'**Estrie** vous intéresse, visitez notre site Web au **www.csdessommets.qc.ca/carrieres**

Pour nous, la satisfaction de vos attentes n'est pas qu'un souhait : c'est une promesse.

COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
La promesse de l'excellence



Guerre civile au Libéria

TAYLOR: SEIGNEUR DE GUERRE EN HABIT DE PRÉSIDENT

L'ultimatum lancé par Sekou Damate Conneh à Charles Taylor, le président du Libéria, expire aujourd'hui. Si Taylor n'a pas quitté Monrovia ce soir, Conneh, le chef du Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD), menace de ne pas l'épargner lorsqu'il entrera dans la capitale libérienne. Charles Taylor, le seigneur de guerre devenu président, subira-t-il le même sort que celui qu'il a infligé à ses prédécesseurs et à ses opposants ?

Mikaëlle MONFORT

Le 25 décembre 1989, c'est Charles Taylor qui, à la tête du *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL), avait lancé une offensive armée contre le président Samuel Doe. En quelques mois, les rebelles conduits par Taylor s'étaient emparés de pratiquement tout le pays en piégeant Doe dans Monrovia.

Même s'il n'est pas directement responsable de l'assassinat de Doe attribué à Prince Yormie Johnson, le chef d'un autre groupe rebelle, Taylor en a profité pour s'autoproclamer président du Libéria en octobre 1990 et consolider son emprise sur le pays. Entre 1990 et 1997, le NPFL de Taylor s'est rendu maître de l'économie libérienne et a gagné des partisans parmi les groupes ethniques traditionnellement opposés aux Krahn qui avaient dominé durant le règne de Samuel Doe. Aussi, le 19 juillet 1997, Charles Taylor a-t-il remporté l'élection présidentielle régulièrement avec près de 75% des suffrages. Même s'il ne conteste pas la régularité de l'élection de Charles Taylor, Mamoudou Gazibo, professeur de science politique à l'UdeM, estime qu'à l'occasion de cette élection *«les Libériens ont probablement été plus motivés par la peur que par l'adhésion au projet de Taylor. Sans doute ont-ils voulu donner à Taylor ce qu'il réclamait pour éviter la poursuite de la guerre civile.»*

CHARLES TAYLOR, ÉTERNEL SEIGNEUR DE GUERRE.

UNE GUERRE DE TRENTE ANS

Il est vrai que depuis le coup d'État perpétré par Samuel Doe, en 1980, et l'exécution sommaire et publique des dignitaires du régime sur la plage de Monrovia, le Libéria était aux prises avec une violence politique incessante.

Pour sanguinaire et ubuesque que le règne de Doe ait pu être, la guerre initiée par Taylor à son encontre s'est révélée encore plus sanglante et cruelle puisqu'elle a causé environ 200 000 morts et entraîné le déplacement de 2,5 millions de personnes entre 1989 et 1997.

Les presque trente années de guerre auxquelles l'élection de Charles Taylor était censée mettre un terme avaient eu pour origine le profond antagonisme entre les *«freemen»* et les *«natives »*.

En effet, le Libéria, dont la devise officielle est *«the love of liberty brought us here»*, est le seul pays du continent africain à avoir été colonisé par d'anciens esclaves affranchis venus des États-Unis au cours du XIXe siècle. Jusqu'en 1980, l'infime minorité des Afro-américains avaient dirigés le pays pratiquement sans partage.

DE L'ARISTOCRATIE AU MAQUIS

Même s'il n'a pas pris son parti, Charles Taylor lui-même appartenait à la classe dominante libérienne. De père américain et de mère américano-libérienne, c'est près de Boston et non à Monrovia qu'il a fait ses études. Quoiqu'appartenant à l'élite libérienne aux États-Unis, il a rejoint les rangs d'expatriés libériens dans leur dénonciation de la domination afro-américaine du pays. Aussi est-il rentré au Libéria peu de temps après le coup d'État de Samuel Doe dont il est devenu un proche collaborateur.

Mais au bout de trois ans de collaboration, Doe a accusé Taylor de détournement de fonds, ce qui l'a poussé à s'enfuir aux États-Unis où, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, il est arrêté et incarcéré par les autorités américaines. Mais, plutôt que de s'expliquer devant la justice, Taylor parvient à s'échapper et à regagner l'Afrique. Avant de rentrer au Libéria, Taylor fait un détour par la Libye où il apprend les techniques de guérilla. C'est ainsi que fort de ses nouvelles compétences, il prend la tête du *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) avant de s'emparer du pouvoir libérien.

UN TRUBLION POUR LA RÉGION

Si la transformation de Charles Taylor en *«seigneur de guerre »* a apparemment été aussi rapide qu'aisée, selon Mamoudou Gazibo *«il ne s'est en revanche jamais converti en homme politique»*.

Son règne a jusqu'à présent été particulièrement marqué par le soutien qu'il a apporté à Foday Sankoh, un de ses anciens lieutenants, chef du Front Révolutionnaire Unifié (RUF) qui a ensanglanté la Sierra Leone de 1991 à 2001. La complicité et le soutien évident apporté par Charles Taylor au RUF ont décidé l'ONU à adopter des sanctions à son encontre en mai 2001. Depuis cette date les dignitaires de son régime et lui-même ne peuvent quitter le Libéria et les diamants libériens sont frappés d'embargo.

LES GEMMES DE LA GUERRE

Les observateurs s'accordent à reconnaître que les diamants dont la Sierra Leone et le Libéria regorgent constituent aussi bien un des enjeux que le nerf des guerres incessantes qui secouent la région depuis bientôt trente ans.

Plutôt que de s'expliquer devant la justice américaine, Charles Taylor a préféré s'échapper et regagner l'Afrique.

Faciles à transporter mais difficile à retracer, ils constituent un bien extrêmement précieux qui trouve toujours preneur. Les pierres sont donc devenues la monnaie d'échange des rebelles et des gouvernants de la région qui les transforment allègrement en artillerie de tout calibre.

Les rebelles du *Liberians United for Reconciliation and Democracy* (LURD) qui menacent aujourd'hui le pouvoir de Charles Taylor ont pris les villes diamantifères et aurifères de Wesua et Wieju pour premières cibles.

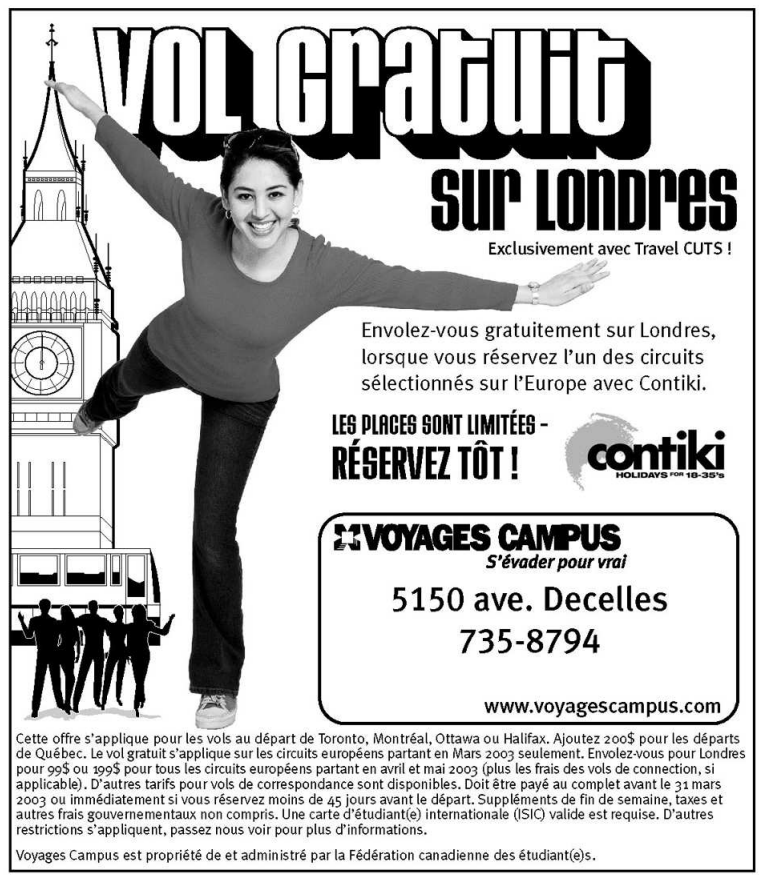
UN PRINCIPE DE VASES COMMUNICANTS

Le difficile contrôle des diamants ainsi que la culture de guerre qui semble s'être développée dans la région depuis vingt ans peuvent laisser perplexe quant aux perspectives d'apaisement à moyen terme.

Le retour de la paix en Sierra Leone au début de 2002 a coïncidé avec un regain des activités de guérilla au Libéria. Depuis vingt ans, il y a tant de groupes rebelles qui ont été constitués dans la région et tant de populations déplacées au rythme des conflits que lorsque certains parviennent à regagner leur foyer, d'autres se tournent vers un nouveau front.

Charles Taylor accuse les rebelles du LURD d'être armés par Lansana Conte, le président guinéen, et il reproche à des rebelles ivoiriens d'avoir attaqué une ville libérienne frontalière de Côte-d'Ivoire. Parallèlement, Laurent Gbagbo, le président ivoirien accuse des soldats et des mercenaires libériens de combattre aux côtés des rebelles ivoiriens.

Selon Mamoudou Gazibo, *«certains observateurs de l'Afrique de l'Ouest estiment que si la rébellion prenait le pouvoir à Monrovia, cela pourrait avoir un impact positif sur la situation en Côte-d'Ivoire»*. Si Sekou Damate Conneh mettait son ultimatum à exécution, un apaisement pourrait donc être observé à Abidjan, alors qu'à Monrovia ce serait l'embrasement…



Prenez votre place!

États généraux sur la réforme des institutions démocratiques

Pour la première fois en 400 ans, nous choisissons nos institutions démocratiques

Les 21, 22 et 23 février prochains, à l'occasion des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, quelque 1000 citoyens et citoyennes de partout au Québec se réuniront, dans la capitale nationale, pour discuter des grandes questions relatives à l'exercice de notre démocratie.

Soyez à l'affût de ce débat historique. Faites-vous une opinion éclairée en suivant l'actualité au jour le jour et consultez le site Internet ***www.pouvoircitoyen.com***

Québec

L'«Axe du mal»

L'HOMME QUI A SOUFFLÉ CES MOTS AU PRÉSIDENT

Ce n'est un secret pour personne qu'un président des États-Unis n'écrit pas ses discours lui-même. En évoquant l'existence d'un «Axe du mal» en janvier 2002, le président Bush avait-il saisi toute la portée de ses propos? L'homme à l'origine de l'expression s'explique dans un livre paru récemment.

Fabrice TREMBLAY

Rarement a-t-on la possibilité de connaître les discussions qui ont lieu dans une administration américaine alors que celle-ci est encore en place. C'est pourtant ce que permet le dernier livre de David Frum, un rédacteur de discours de Bush, qui a démissionné de son poste il y a quelques mois. Dans *The Right Man, The Surprise Presidency of George W. Bush,* l'ex-conseiller du président relate son expérience à la Maison-Blanche, avant et après les attentats du 11 septembre.

L'élaboration d'un discours pour le président des États-Unis ne répond pas à des règles fixes. Il peut résulter du travail de plusieurs dizaines de personnes, comme il peut être l'œuvre d'un seul conseiller qui jouit de la confiance du président. Lorsqu'il s'est adressé à la nation, le soir du 11 septembre 2001, le président Bush a lu un discours qui avait été entièrement rédigé par sa directrice des communications d'alors, Karen Hughes. Pour David Frum, l'auteur du livre, ce discours fut un échec. Le président Bush s'est contenté de réciter une série de métaphores douteuses: «*Les attaques terroristes peuvent ébranler les fondations de nos plus grands édifices, mais ils ne peuvent toucher la fondation de l'Amérique. Ces actes peuvent fracasser de l'acier, mais ils ne peuvent froisser l'acier de la volonté américaine.(…)*».

TANT DE CHOSES À DIRE EN TROIS MOTS

Lorsqu'est venu le temps de préparer le «discours sur l'état de l'Union» de janvier 2002, c'est toute une tranche de l'administration américaine qui, cette fois-là, a été mobilisée pour la rédaction du texte. Quelques mois après les attentats du 11 septembre, ce discours devant les deux chambres du Congrès allait prendre la forme d'un plaidoyer en faveur d'une guerre contre l'Irak.

Le rédacteur de discours David Frum a reçu les instructions suivantes de son patron, Mike Gerson: «*Résume en une phrase ou deux notre meilleur argument pour s'en prendre à l'Irak. Tu as deux jours.*» De cette commande, à la fois insolite et effrayante, est née l'expression «*l'Axe du mal*». Dans son livre, M. Frum consacre un chapitre complet à expliquer le cheminement intellectuel qu'il a emprunté pour accoucher de cette expression.

L' «Axe du mal» s'est d'abord appelé l' «Axe de la haine». Dans le cas de l'Iran, ce n'est rien de moins qu'une révolution que l'administration américaine espérait provoquer.

Première constation pour le lecteur: l'«Axe du mal» s'est d'abord appelé l'«Axe de la haine». M. Gerson, le chef des rédacteurs de discours, jugeait cependant préférable d'employer le vocabulaire biblique, si cher au président. La «haine» fit donc place au «mal». Deuxième constat : le fameux «axe» était à l'origine constitué d'un seul pays, l'Irak, et de l'ensemble des groupes terroristes islamiques. David Frum résumait ainsi sa pensée : «*Ensemble, les états qui supportent le terrorisme, et les groupes terroristes, constituent un axe de haine contre les États-Unis*». Ce n'est que par la suite que l'administration Bush a décidé d'inclure l'Iran et la Corée du Nord dans la liste.

Ces ajouts se sont faits pour des raisons parfois surprenantes. Dans le cas de l'Iran, ce n'est rien de moins qu'une révolution que l'administration américaine espérait provoquer. Certains experts croyaient en effet qu'une révolution contre le régime des ayatollahs était en train de se dessiner et «*qu'un signal de support des États-Unis pourrait accélérer le processus*». David Frum offre peu de justifications quand à la présence de la Corée du Nord dans la liste, si ce n'est que les États-Unis devaient désormais traiter ce pays dangereux avec plus de fermeté.

L'EAU TIÈDE, CABINET D'ART GRAPHIQUE

DEPUIS CE FAMEUX DISCOURS, LA CROISADE DE BUSH CONTRE L'AXE DU MAL N'A JAMAIS CESSÉ.

The Right Man, The Surprise Presidency of George W. Bush, David Frum, Random House, 286 p.

fabrice_mtremblay@hotmail.com

FLEUR DE LYS SUR PAPIER DE RIZ

ÉDUCATION DE PAPIER

Pierre NADEAU Correspondant du *Quartier Libre* au Japon

Ne pas être éduqué au Japon est un peu comme se promener sans passeport aux États-Unis: on se retrouve expulsé dès que repéré! Il est impensable pour un Japonais d'aspirer à faire quelque chose de sa vie sans avoir au moins un diplôme de premier niveau dans sa poche.

En fait, les diplômés ont tellement pris d'importance que ce qu'ils ont apporté à leur détenteur est la plupart du temps insignifiant. Seul le papier compte et surtout l'institution qui l'a signé. Plus il y a de dorures sur votre diplôme et plus l'université émettrice est bien cotée, plus vous obtiendrez facilement un emploi prestigieux, mieux payé. En quelque sorte, plus vous payez avant, mieux vous êtes payé après!

Suivant une copie conforme du système américain, on va tout d'abord au shogakko, puis au chugakko suivi du kotogakko, l'équivalent de notre secondaire, et finalement au daigakku, l'université — sho, chu, koto et dai signifiant respectivement petit, milieu, haut et gros. Au Japon, tel est le parcours de monsieur et madame tout le monde et son frère.

Pour ajouter à la fête, les jeunes enfants commencent leur éducation dès l'age de quatre ans, parfois moins, en allant au jardin d'enfant, sorte de garderie incluant un programme d'éducation, dont l'anglais. J'enseigne moi-même la langue internationale à des enfants qui ne maîtrisent pas encore le japonais! Incertitudes face à l'avenir et désir de succès sont les principales raisons qui motivent les parents à presser ainsi leurs enfants.

Une fois passé l'élémentaire, l'ingurgitation forcée commence avec des horaires de quatre-vingt heures, au moins six jours par semaine, périodes d'études avant et après les cours, plus les devoirs, plus l'école du soir pour mieux «performer». Apprentissage de dates, de noms, d'États, de drapeaux, de règles algébriques, de discours en anglais par cœur et qui paraissent bien, de données cartésiennes, que sais-je encore?

Mais à réfléchir, à donner le goût d'apprendre par soi-même, à donner des outils pour se débrouiller dans la jungle du monde une fois seul, jamais, absolument jamais. Les étudiants se plaignent eux-mêmes qu'ils n'apprennent rien, ne se souviennent à peu près pas de tout ce qu'ils ont étudié par cœur pendant des heures juste pour passer les tests et ne voient vraiment pas l'utilité de l'école, si ce n'est du fameux papier, si important pour la survie.

Que sont donc les diplômés universitaires? La même chose, mais avec encore plus de par cœur. Depuis peu, je prends un malin plaisir à demander aux jeunes diplômés le sujet de leurs études: affaires, agriculture, économie, développement mondial… puis je les questionne. Non seulement ils ne savent rien et ne sont pas intéressés à savoir, mais surtout ils n'ont aucun complexe à admettre qu'ils n'ont rien appris et que c'était seulement «*parce que mon père voulait ça*» ou «*parce qu'il y a plus de travail là-dedans*». En fait, seuls les domaines viables (entendre économiquement — recherche scientifique, haute-technologie, informatique) produisent des diplômés compétents.

L'EAU TIÈDE, CABINET D'ART GRAPHIQUE

Avant d'arriver ici, je trouvais que le système d'éducation canadien était vraiment inefficace et n'aidait pas les individus à se réaliser professionnellement. Maintenant, je peux constater ce qu'il deviendra s'il poursuit sa trajectoire actuelle.

pierre.nadeau@hec.ca

MXM

www.mxm.bz

style

LES VÊTEMENTS LES PLUS
MODE EN TAILLES 14+!

CHIC, UNE AUBAINE!
LE 15 FÉVRIER SEULEMENT
LES ÉTUDIANTES
REÇOIVENT

15% de rabais

SUR TOUT ACHAT MXM*
* SUR PRÉSENTATION D'UNE CARTE ÉTUDIANTE.

PARTICIPEZ ET COUREZ LA CHANCE DE **GAGNER** UN VOYAGE POUR 2 À **NEW YORK!****
** VISITEZ UN DE NOS MAGASINS OU NOTRE SITE WEB POUR PLUS DE DÉTAILS.

en exclusivité chez

penningtons 14+

en vedette : Mia Tyler

Chronique du Mexique

LAS MUERTAS DE JUÁREZ

Depuis sa fondation sous le nom de Paso del Norte, la ville de Ciudad Juárez a été un lieu de passage très fréquenté. Ville frontalière violente entre le Mexique et son voisin du nord, elle sert de transit aux vagues d'immigrants mexicains et d'Amérique centrale qui veulent avoir accès à l'american dream. Mais il existe un autre aspect qui caractérise cette ville de l'État de Chihuahua: la disparition de ses femmes.

Adrien José CHARLOIS, correspondant du *Quartier Libre* au Mexique

Voilà déjà dix ans que la population féminine vit dans la peur en raison de la série de crimes qui s'y produisent. Selon les divers organismes sur le terrain, environ 300 femmes auraient été tuées et 500 autres seraient disparues depuis 10 ans. Pour leur sécurité, les femmes doivent changer leurs habitudes de vie. Pourtant, sortir de chez elles et prendre un bus est devenu un risque qu'elles doivent courir si elles veulent travailler et gagner leur vie. D'ailleurs, certains croient que le point d'origine de ces disparitions serait les nombreuses entreprises de sous-traitance qui se sont installées à Ciudad Juárez. Celles-ci profitent des bas salaires et de l'abondance de la main-d'œuvre féminine qui arrive de tout le Mexique, constituée par des femmes qui attendent le retour des hommes qui travaillent dans les champs états-uniens.

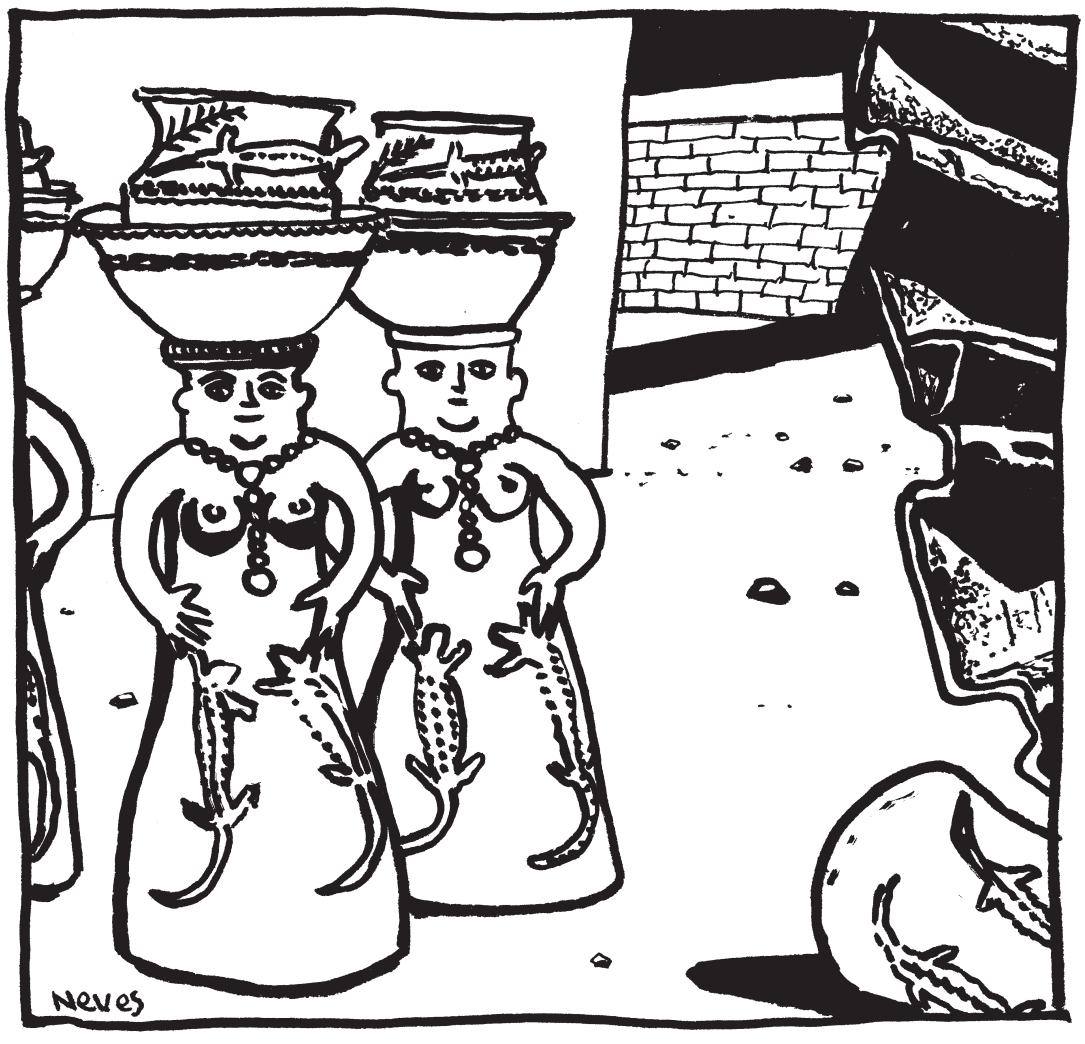
Si l'on ignore la cause de ces disparitions, ce qui est certain, c'est que chaque semaine des femmes disparaissent sans aucune explication. Aussi bien le gouvernement de Chihuahua que le gouvernement fédéral essaient d'éviter d'en parler afin d'occulter le manque de compétence et d'expérience de la police. On murmure d'ailleurs que certains membres du gouvernement seraient associés à cette affaire. Ce qui est encore plus troublant, c'est que les crimes s'étendent maintenant à d'autres villes du Chihuahua, et même à d'autres États.

Plusieurs hypothèses ont été émises pour tenter d'expliquer ces crimes. On a d'abord appréhendé un ressortissant égyptien, chef d'une bande locale. Même après son arrestation, les crimes n'ont cessé ni diminué. Plus tard, on a blâmé des bandes comme *Los Rebeldes* ou *Los Rateros,* qui ont l'habitude d'attaquer les femmes dans les moyens de transport en commun. La population a, quant à elle, attribué les crimes à des bandes narco sataniques et même à des tueurs en série qui passeraient la frontière depuis les États-Unis.

Beaucoup de voix au Mexique se sont élevées, dont celles des intellectuels, qui se posent des questions sur les entreprises de sous-traitance qui respectent peu les droits les plus élémentaires des femmes au travail. Ces droits sont violés par des entreprises comme General Electric, RCA ou Du Pont. Des mineures sont embauchées, à qui on verse des salaires de 10 dollars américains par jour. On refuserait à ces femmes des droits les plus élémentaires, comme le droit à la maternité. Tout cela réduit la participation des femmes à la société et à l'économie locale. Il ne reste plus qu'à ajouter à cela le mépris qu'ont en général les hommes mexicains envers la femme qui travaille pour imaginer un complot à grande échelle.

Jusqu'à maintenant, rien n'a vraiment été fait pour élucider ce mystère. Les efforts du gouvernement ont été très superficiels et la société civile s'est fatiguée de l'incompétence des forces policières. Bien que les autorités judiciaires aient nommé un enquêteur spécial pour travailler sur le cas et que l'on ait fait appel à des inspecteurs du FBI, rien n'a été résolu. L'incompétence et le peu d'intérêt porté à ce cas qui touche les femmes sont désormais évidents.

Plusieurs associations féminines se sont constituées depuis un certain nombre d'années pour protester en faveur des Mortes de Juárez. Mais si la société civile a enfin ouvert les yeux sur ce cas, les protestations et les manifestations ont été insuffisantes pour que les autorités y travaillent sérieusement.



TOUJOURS 2 POUR 1 LIVRAISON GRATUITE
double pizza®
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS 10% SUR $ 50 ET PLUS
343-0-343
5002 Queen Mary

La boutique Mac sur le campus

EMAC & IMPRIMANTE*
• PowerPC G4 700 MHz
• Écran 17" plat
• Mémoire vive 128 Mo
• Disque dur 40 Go
• Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
• Fax modem 56 Kpbs
• Carte réseau 10/100 Mbps
• nVidia GForce 2 MX 32 mo
• Souris optique
• Mac OS X et Mac OS 9.2
• Nombreux logiciels (dont Appleworks)
• Garantie 1 an pièces & MO
• Imprimante HP Deskjet 3420 incluse
IMPRIMANTE HP Deskjet 3420 incluse
1549$*
* Après toutes les remises.

POWERMAC G4 1 GHz
NOUVEAU!
• PowerPC G4 1 GHz G4/133
• Mémoire vive 256 Mo
• Disque dur 60 Go 7200 rpm
• Combo (DVD-ROM/CD-RW)
• 2ième lecteur en option
• nViadia GeForce 4 MX 64 Mo
• Fax modem 56 Kbps
• Ethernet10/100/1000 Mbps
• Mac OS X
2123$

POWERBOOK G4 ÉCRAN 12"
• PowerPC G4 867 MHz/133
• Écran 12" 1024 x 768
• Mémoire vive 256 Mo
• Disque dur 40 Go
• Lecteur DVD-ROM/CD-RW
• nVidia GeForces 4 420 32 Mo
• Fax modem 56 Kpbs
• Carte réseau 10/100 Mbps et Gigabit
• Prêt pour Airport Extreme (réseau sans fils)
• Autonomie de 4 heures
• Mac OS X
• Nombreux logiciels.
• Garantie 1 an pièces & MO
2428$
OFFICE X 109$*
* Détails en magasin.

B2200 MICRO 2200 — Tribunal école — 2 e étage — ← Droit — Grande Cafétéria — Chemin de la Tour — Édifice 3200 Jean-Brillant — Ancien HEC — avenue Decelles — avenue Queen Mary — rue Jean-Brillant
Venez nous voir...

MICRO 2200 INFORMATIQUE
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans
Prêts étudiants acceptés
Revendeur agréé
* Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, détails en magasin, quantités limitées.
Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

Mélanie Delloye Betancourt à l'Université de Montréal

Il y a près d'un an, le 23 février 2002, Ingrid Betancourt, ex-candidate à l'élection présidentielle de Colombie, et sa directrice de campagne, Clara Rojas, étaient enlevées par les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), rejoignant ainsi les rangs de quelque 3000 Colombiens, hommes, femmes et enfants, kidnappés par les révolutionnaires opposés au gouvernement. Officiellement toujours vivantes, les deux femmes n'ont cependant pas donné signe de vie depuis le mois de juillet. Un réseau de soutien aux kidnappés s'est peu à peu organisé à travers le monde et est bien décidé à ne pas laisser tomber ces gens dans l'oubli.

Mélanie Delloye Betancourt , la fille d'Ingrid Betancourt, sera à l'Université de Montréal le 18 février à 19 h 30, salle B-0245, Pavillon Jean-Brillant, pour une soirée-conférence à l'occasion du prochain anniversaire de l'enlèvement de sa mère et de Mme Rojas. L'événement est une occasion idéale d'en apprendre plus sur la situation en Colombie, sur Ingrid Betancourt et sur le Comité de soutien canadien.

Bienvenue à tous!

DE LA CONCEPTION À L'IMPRESSION

ZIRVAL DESIGN

IMPRIMERIE ET INFOGRAPHIE

514-525-3781

Découvrez de nouvelles saveurs typiques

Taquería Sol y Luna

Cuisine mexicaine authentique

- Grande variété de tacos et d'autres spécialités mexicaines
- Menus du midi de 5 $ à 7 $ du lundi au vendredi
- -10% pour les étudiants du lundi au mercredi soir (Sur présentation de la carte, à partir de 17 h)

5701, ch. Côte-des-Neige (coin Côte-Ste Catherine)
Tél.: (514) 739 1616

Côte-des-Neiges ou Côte-Ste-Catherine

La boutique PC sur le campus

Un Portable Pour LES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

Une offre exclusive de HP et Micro 2200 pour les étudiants de l'université

• Prix et taux préférentiels exclusifs • Plan de financement unique pour les étudiants
• Boutique et service après-vente sur le campus • Pour les étudiants à temps complet ou temps partiel
Consultez le www.micro2200.ca

Portable de la série professionnelle de HP
- Processeur Intel Celeron 1.2 GHz
- Écran 14.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Graveur CD-RW 24 X 8X 4X
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Mémoire vidéo 32 Mo
- Clavier français
- Windows XP Pro français - Valeur de 270$
- Imprimante HP Deskjet 3420 incluse

À partir de 47$ par mois†
Graveur CD-RW inclus

1399$*
À partir de: 47$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel
accord D Desjardins
* Après toutes les remises. 274309

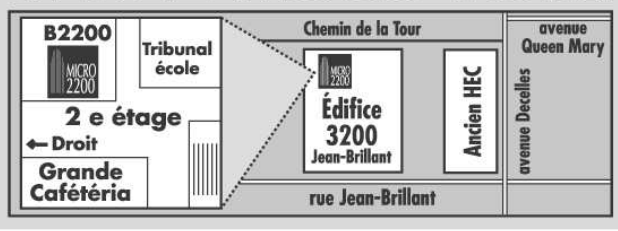
OFFICE XP 89$*

Portable de la série professionnelle de HP
- Processeur Intel Pentium 4 Mobile 1.7 GHz
- Écran 15" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 256 Mo
- Disque dur 30 Go
- Combo DVD/ CD-RW
- Port Firewire
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10 /100
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 7500 32 Mo
- Clavier français
- Windows XP Pro français - Valeur de 270$
- Imprimante HP Deskjet 3420 incluse

À partir de 77$ par mois†
Écran 15" et combo DVD/CD-RW inclus

2497$*
À partir de: 77$ par mois sur 36 mois†
0$ à l'achat, 0$ résiduel
accord D Desjardins
* Après toutes les remises. 274315

VENEZ NOUS VOIR!



MICRO 2200 INFORMATIQUE
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.micro2200.ca
Depuis plus de 11 ans

hp invent
COMPAQ
offert par HP

* Détails en magasin. † Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, Quantités limitées.

Quartier Libre

LECTEURS, VOUS AIMERIEZ QUE LE QUARTIER LIBRE TRAITE D'UN SUJET?

UN ARTICLE VOUS INSPIRE UNE RÉFLEXION?

ÉCRIVEZ-NOUS à quartierlibre@hotmail.com

CENTRE DES ARTS ACTUELS SKOL

★ ÉVÉNEMENT BÉNÉFICE ★

SKOL VOUS CONVIE À UNE SOIRÉE MUSICALE COUNTRY ANIMÉE PAR :

★ THE SHAMEFULS ★
★ DJ LARRY WHITTAKER ★
★ DUSTY ROSE ★

LE VENDREDI
14 FÉVRIER 2003, 20H
PRIX D'ENTRÉE : 10$

SKOL CENTRE DES ARTS ACTUELS

460, rue Sainte-Catherine Ouest
espace 511
Montréal, QC
H3B 1A7

Téléphone 514.398.9322
www.skol.qc.ca

Skol remercie le Service de développement culturel de la Ville de Montreal

Festival Voix d'Amériques

ÉCLATS DE VOIX

Le deuxième Festival Voix d'Amériques, qui propose *spoken word* et littérature orale bilingue, se déroule du 13 au 17 février. Fondé l'an dernier par le conteur André Lemelin, le festival sera désormais organisé par les Filles électriques, un organisme de création d'événements artistiques multidisciplinaires dirigés par D. Kimm.

Emmanuella ST-DENIS

Pour la poète et directrice artistique D. Kimm, Voix d'Amériques représente un défi intéressant et stimulant. *«Le festival n'a pas de thème précis autre que ceux des soirées, mais on peut dire que de façon générale, le thème serait l'ouverture et le risque, l'expérimentation.»*

De plus, pour D.Kimm, le multilinguisme et le multiculturalisme sont essentiels à cet événement. Elle prévoit d'ailleurs, dès l'an prochain, des soirées hispanophones et tente d'intégrer des artistes d'origines culturelles différentes comme la poète innu Rita Mestokosho et la rappeuse québécoise d'origine haïtienne SKAT. Le festival présentera aussi divers genres d'oralité, que ce soit le conte, le «slam poetry» ou le rap.

«Dans les soirées de poésie traditionnelles, il n' y a pas ce travail-là de faire bouger le texte, de rythmer. Les anglophones ont cet aspect de plus que les francophones. Mais la poésie francophone évolue aussi beaucoup en ce sens. Les performeurs ont un rapport avec le public, c'est pas comme au théâtre, le poète de spoken word, *s'il n'y a qu'une personne dans la salle, il va s'en servir. Il y a cette volonté d'être en contact avec le public.»*

Parmi les soirées thématiques, on présente une soirée en hommage à un poète. Cette année, c'est *la fête à Patrice Desbiens*, un poète québécois. *«L'invité d'honneur, pour moi, c'est pas juste un nom, c'est une démarche, un engagement que je souligne. Patrice ça fait 25 ans qu'il écrit et il fête cette année avec prise de parole. Ça fait longtemps qu'il travaille dans l'ombre. C'est un grand poète. C'est un grand performeur sur scène. Il est toujours lui-même, mais en même temps il capte la salle. Il a un côté un peu trash que j'aime bien. Je veux que la fête de l'invité d'honneur soit faite à sa façon. C'est pour ça qu'il y aura Richard Desjardins, Paul Chamberland, Louis Hamelin, etc. Ça va être une méchante fête animée par Guy Marchand.»*

De plus, une table ronde (en anglais) sur la performance et le *spoken word* sera animée par Hilary Peach, une artiste de Vancouver. On prévoit aussi deux soirées thématiques francophones et deux anglophones, en plus d'une soirée multilingue.

LA RELÈVE

Afin d'encourager la relève, le festival présentera deux soirées de micro ouvert, en anglais et en français pour inciter les amateurs et poètes de la relève à présenter leur texte et pour permettre à sa directrice artistique de découvrir de nouveaux talents pour l'avenir du festival. D'ailleurs, déjà dans les soirées thématiques, plusieurs jeunes artistes sont présentés. *«Je veux qu'il y ait des jeunes, je veux leur donner de la place, j'ai envie de prendre des risques. Et il n'y a pas de vedettes dans le festival. Tout le monde est accueilli de la même façon, sur le même pied, au même cachet. Les artistes connus comme les pas connus.»*

Parmi les artistes de la relève, la rappeuse francophone SKAT, présentera quelques-unes de ses compositions lors de la soirée multilingue *Voyage d'études*. C'est avec la poésie que SKAT a commencé sa carrière, puis elle a tôt fait de découvrir le *spoken word* et la musique rap. Elle présentera entre autres, une chanson intitulée *Black Maria,* une chanson qui montre bien ses origines haïtiennes et clairement à caractère politique, car la jeune chanteuse a fait ses études en science politique et s'intéresse au sort du monde et aux relations entre les pays. *«Black Maria parle d'Haïti, d'Afrique, de l'interdépendance entre les pays développés et sous-développés, mais pas de façon directe. J'en parle à travers le reflet de la femme noire, de «Black Maria, épouse de Joseph, mère du roi des rois… »»*

Pour SKAT, le festival est une expérience et une opportunité importante. Si la jeune chanteuse garde espoir de percer dans le domaine du rap au Québec, elle pense qu'il y a beaucoup de travail à faire pour se faire accepter. *«Je ne trouve pas que ce soit très ouvert. Les gens prennent ce qu'ils ont envie de prendre, ceux qui sont comme eux, ont la même philosophie. Par exemple, au Québec lorsque l'on pense à la musique haitienne, c'est à la compagnie créole que l'on pense. Les gens ne connaissent pas vraiment la musique qui se fait en Haïti et les vrais groupes haïtiens ne viennent pas au Spectrum. Ce sont plutôt des groupes de France, comme Dobmatique ou du Québec, comme Loco Locass, qui représentent la musique rap. De plus, on bloque l'accès aux salles de spectacles aux petits groupes underground.»*

Si le festival n'en est qu'à sa deuxième année, D.Kimm semble bien motivée de le faire durer, puisqu'elle est déjà en train de réfléchir aux invités de l'an prochain, des invités dont elle garde les noms secrets.

Festival Voix d'Amériques (www.fva.ca)
du 13 au 17 février à la Sala Rossa,
au Sergent Recruteur
et à la Casa Del Popolo

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

LA DIRECTRICE ARTISTIQUE D. KIMM S'IMPLIQUE À FOND DANS LA PRÉPARATION DU FESTIVAL VOIX D'AMÉRIQUES.

Étudiez le droit dans la capitale politique et technologique du pays

et profitez des avantages suivants :

- Des études offertes dans les deux systèmes juridiques du pays
- Un programme de common law en français et en anglais... à vous de choisir
- Un programme national d'un an permettant de pratiquer le droit partout au Canada
- Des études supérieures en droit incluant une concentration en droit et en technologie avec stage
- Un programme incomparable en résolution des différends

Venez rencontrer un représentant à la Journée des études supérieures et de la formation professionnelle 2003.

Le mercredi 19 février 2003 de 11 h à 14 h
dans le hall de la Faculté de droit, face au café Acquis.

Pour de plus amples renseignements, visitez les adresses Internet suivantes :
www.commonlaw.uottawa.ca
www.llmlld.uottawa.ca

Université d'
University of
Ottawa

LA GRANDE VADROUILLE

BÂTIR L'ART AU BELGO

Montréal continue de recycler d'anciennes manufactures en édifices destinés à l'art. Cette fois, cela se passe en plein centre-ville. Le Belgo rassemble sur ses cinq étages ce qui se fait et ce qui se vend actuellement dans l'art contemporain.

Valérie BESSON

Entre deux boutiques de la rue Sainte-Catherine s'élève le massif bâtiment centenaire de cinq étages qui s'annonce très discrètement par un «Centre de galeries d'art» à peine visible au milieu des néons accrocheurs. Ce dernier se nomme «le Belgo» et plus qu'un bâtiment, il est un univers à part entière.

L'ART CONTEMPORAIN ET LES AVOCATS

Son rez-de-chaussée ne laisse en rien présager de ce que seront ses autres étages. Un *fitness club* pour femmes assourdissant juste à coté d'un tranquille centre de yoga, un centre de kung-fu face à un disquaire, voilà la cacophonie, tout à fait digne du centre-ville, qui accueille le visiteur du Belgo. Mais en grimpant les étages, l'atmosphère change, une multitude de galeries d'art, de firmes de consultants et d'organismes culturels se partagent ses vieux murs.

Exceptionnellement, l'art contemporain a pour voisin un joaillier-orfèvre, et un studio de danse expérimentale qui possède la même superficie et la même vue qu'un bureau d'avocats.

Pendant près d'un siècle, le Belgo a abrité les tailleurs de Montréal, mais en 1994, changement de cap: le propriétaire veut consacrer son édifice à l'art et prévilégiera, dès lors, la venue de galeries d'art et d'organismes culturels.

Durant la semaine, les artistes viennent proposer aux propriétaires de galeries privées leurs œuvres. Le samedi, c'est au tour des passants, des acheteurs et des collectionneurs de venir déambuler dans ces immenses couloirs pour dénicher l'œuvre à acquérir ou juste venir observer ce qui se fait actuellement dans l'art à Montréal. Mais qu'offrent exactement toutes ces galeries d'art?

ACHETER UNE INSTALLATION ?

Alors que la plupart des galeries d'art se limitent à l'art à deux dimensions, comme la peinture, la photo ou le dessin, s'étirant parfois jusqu'à la 3e dimension avec la sculpture, la galerie de Pierre-François Ouellette propose et vend, elle, des installations.

Mais qui peut bien acheter une œuvre conçue à partir de vidéo ou de moisissure? Qui peut posséder chez lui une œuvre d'art, aussi belle et pertinente soit-elle, faite à partir de bactéries qu'il faudra nourrir quotidiennement ? Qui a l'espace et l'argent pour se l'offrir ? Qui peut acheter l'aspect éphémère de ces œuvres ? Et pourtant, certains acheteurs ou collectionneurs veulent posséder chez eux le travail de ces artistes et vivre avec leurs créations.

PHOTO: CLARISSE SERIGNAT

CONSTRUIT EN 1914, LE BELGO ÉTAIT À L'ORIGINE, OCCUPÉ PAR DES TAILLEURS.

Pierre-François Ouellette propose donc, au lieu de repartir chez soi avec un objet d'art de plusieurs mètres carrés, l'achat de maquettes, d'esquisses ou de gravures de ces œuvres originales trop grandes, trop éphémères ou trop chères. *«Alors qu'au Canada on se demande si ces dessins sont des sous-produits, ailleurs dans le monde, ces œuvres parallèles sont tout à fait autonomes»,* explique-t-il. Il tente depuis un an et demi de développer ce marché et fait pratiquement cavalier seul dans le domaine. Actuellement, il propose l'exposition *S'suite* de Rose-Marie Ekemberg Goulet.

LA DANSE ET LES AUTRES ARTS

Au 3e étage, le très photogénique Studio 303 se définit, d'après l'un de ses fondateurs, Paul Caskey, comme un *«centre de recherche, de création et d'art interdisciplinaire»*. Pour Paul Caskey, *«la danse emprunte beaucoup aux autres disciplines, dans un sens c'est un art pur mais dans un autre sens c'est impur. Le corps utilisé comme source de communications permet l'utilisation d'autres éléments, comme la vidéo»*. Depuis sa fenêtre privilégiée, il observe que même dans la danse *«la tendance à l'interdisciplinarité est de plus en plus aiguë. La frontière entre les disciplines se désintègre, et ce, quoi qu'en pensent les puristes de la danse.»*

> «la tendance à l'interdisciplinarité est de plus en plus aiguë. La frontière entre les disciplines se désintègre, et ce, quoi qu'en pensent les puristes de la danse.»

Le Studio 303 organise des vernissages-danses. Le prochain aura lieu le 22 février, cinq chorégraphies de 5 à 15 minutes seront présentées par des artistes de l'émergence.

À l'heure actuelle, les danseurs et chorégraphes sont en pleine introspection, ils se demandent : qu'est-ce qu'être observé? Qu'est-ce que présenter un spectacle de danse implique ? Et au fond, qu'est-ce que la danse ?

5 000 VISITEURS PAR MOIS AU BELGO

Avec sa galerie d'art contemporain, Sylviane Poirier choisit d'exposer des artistes à mi-carrière qui ont donc de 15 à 20 ans de pratiques artistiques derrière eux. Régulièrement, elle organise des rencontres le mercredi soir ou le public peut venir interroger l'artiste qui expose. Elle estime à près de 1 000 le nombre de visiteurs qui passent par sa galerie et 5 000 ceux qui franchissent la porte du Belgo.

Au lieu de s'enterrer le samedi après-midi durant les grands froids dans les tentaculaires centres commerciaux du centre-ville, pourquoi ne pas passer d'une galerie d'art à l'autre sans jamais mettre le nez dehors, l'esprit et le corps bien au chaud ?

BELGO, 372, Sainte-Catherine Ouest
Studio303 , local 303
Tél.: (514) 393-3771
Sylviane Poirier art contemporain,
local 235 Tél.: (514) 875-9500
Pierre-François Ouellette
art contemporain,
local 216, Tél.: (514) 395-6032

ÉTUDIANT DEVENEZ IMMIGRANT
Depuis 1979
Benchétrit & Associés
AVOCATS spécialisés en Immigration et Citoyenneté
avec plus de 20 ans d'expérience
Contactez nous afin que l'on vous qualifie en vertu de certains programmes gouvernementaux.
Nous garantissons nos services (ou argent remis)
Nous offrons aussi:
• Le renouvellement du visa d'étudiant
• L'immigration pour vos parents et votre famille
Première consultation gratuite
Michel Benchétrit, Avocat
Serge Abitbol
2100, rue Guy #208, Montréal, Québec, Canada H3H 2M8
Tél.: (514) 939-2100 • Fax: (514) 939-1599
canada@balmmigration.com • www.balmmigration.com
BENCHÉTRIT & ASSOCIÉS

TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS
10% SUR $ 50 ET PLUS
double pizza®
343-0-343
5002 Queen Mary

ECOLE DES MAÎTRES
COURS DE FORMATIONS BARMAN(AID) ET SERVEUR.
RABAIS ÉTUDIANT,
PROGRAMME DE PLACEMENT.
(514) 849-2828,
WWW.ECOLEDESMAITRES.COM

Cinéma portugais

PEDRO COSTA, À FLEUR DE PEAU

Du 12 au 15 février, la Cinémathèque Québécoise présente une rétrospective du cinéaste portugais Pedro Costa. À travers ses quatre films, les trajectoires d'hommes, de femmes, d'enfants, s'entrecroisent intentionnellement, se déchirent, involontairement se télescopent, disparaissent. Des amalgames de scènes ponctués de silences, de gestes doux, brutaux, sensuels, du brasier des regards. À découvrir...

Sylvain GHARBI

Denis Bellemare, professeur en cinéma à l'UQAC, spécialiste des productions portugaises affirme: «*Le sous-monde cinématographique de Pedro Costa est une autre pensée du monde qui en fait émerger un autre, un tout autre. Car Pedro Costa envisage les êtres qui peuplent ses films dans la magie de leur entièreté, et le cinéaste semble osciller entre divers projets, tantôt narratif, tantôt expressif …*»

Pedro Costa, réalisateur acclamé lors de plusieurs festivals en Europe et remarqué par la presse internationale, appartient à une certaine frange du cinéma portugais. À partir d'approches personnelles et hors du chemin balisé de la réalisation conventionnelle cinématographique, il a constitué depuis 1989, un registre fort de sens et de ressenti, de significations et d'atmosphères recréées. Baignant dans un climat chargé d'immobilité insondable et de suffocation, ses personnages, que l'on croirait de prime abord fictifs au cœur d'arrêts sur image, se meuvent au travers du cadre claustrophobe de leur vie. Apparaissant souvent sur des plans verticaux statiques, Vanda, Tina ou le jeune père dans *Ossos*, sont exposés selon une sensibilité de l'instant. La vie cul-de-sac que mènent ces adultes issus d'une génération sabrée et tétraplégique d'Estrella Africa, un quartier d'exclusion populaire de Lisbonne, semblent glacée par cette forme de paralysie extérieure. De cette apparence de surface, les personnages, au fil des films, en révèlent une dimension interne démesurée. Denis Bellemare, lors de l'entretien, insistait sur «*l'intérêt que le réalisateur porte aux forces intérieures des personnages qui les conduisent, à leur absence du monde*», une absence les soustrayant au devoir de présence dans la société et le quotidien. Marginaux d'apparence de l'univers de la *Saudade*, ils répondent à cette errance indubitablement plus apparentée à une quête qu'à un naufrage, «*par des occupations propres nourrissant des projets personnels, un cheminement vers une transcendance de ceux-ci*».

ENTRE LYRISME ET SPLENDEUR, LA FASCINATION DES VISAGES…

Recherchant la simplicité expressive, dénudant quasiment ses films de toute trame sonore, évitant la multiplicité de dialogues trop riches, trop creux des créations «*trop stylés qui ont moins d'effet et considérablement s'éloignent*» de ce qu'il «*fait maintenant*», Pedro Costa, une fois son premier film initiatique *O Sangue*, sur les écrans, s'est progressivement dirigé vers des modes de tournage et de réalisation plus élémentaires, plus sobres, vers un «*travail de la matière qui n'admet ni la séduction, ni la forme*», plus proche, et plus égale à lui-même. «*Le monde du cinéma d'aujourd'hui m'est devenu incompatible, il est inadéquat à ma sensibilité*», ajoute-il. Et à l'instar de Vanda (de son vrai nom Vanda Duarte) figure envoûtante d' «*Ossos*» aux yeux graves et perçants criant de vérité brûlante, ce visage réel, émacié, délabré par le stigmate de la pauvreté et de la détresse des faubourgs de Lisbonne, qui «*riait beaucoup de la vanité et de l'exhibitionnisme du cinéma sur le plateau*», il diagnostique, sans compromis, acerbe : « *je ne trouve pas ma place sur ces grands plateaux et je ne souhaite pas en faire partie*». Vanda Duarte, pleinement consumée par son inadaptation et l'exil temporaire de son environnement familier, en ressentit le malaise, les maux: «*Cela était très gênant pour l'équipe de devoir travailler avec elle. Elle riait, elle riait tellement, se moquait des techniciens, des caméramans, de cette machine de production. Elle se moquait de tout et de tous. Elle était constamment étonnée de voir autant de monde graviter autour d'elle. Elle ne comprenait pas la raison de leur présence. Et lorsqu'elle se taisait, ce qui arrivait fréquemment, elle demeurait prostrée, muette…*».

Par ses films densément corrosifs, délicatement incisifs, Pedro Costa nous invite à le suivre sur les traces perdues de ces créatures fantômatiques, de ces formes diaphanes de l'ombre arpentant à tâtons l'incohérence d'existence vouée à l'abandon et à la dérive. Une fois insérées dans l'interprétation de notre néant que leur vie définit autrement et selon des points de repère, certes équivoques et instables mais compris d'elles seules, elles glissent et continuent de vivre sous l'œil subtil de ce réalisateur de talent qui nous les offre durant quatre jours, ici, à Montréal.

LES PERSONNAGES D'OSSOS FIGÉS PAR UNE VIE SANS ISSUE.

HORS LES MURS

Pomme-Z ou le repentir

Clément de GAULEJAC

Observons les dessins des grands maîtres de la peinture, reconnus, adulés, fêtés, exposés.

Observons les dessins de Vinci, de Picasso, de Raphaël. Leur maîtrise du trait, le profond graphite, la légèreté du plomb. Plus que dans leurs toiles, on y voit leur recherche, le processus mental qui les conduit à prendre telle ou telle décision. On y voit aussi les changements de direction. Telle figure humaine a trois bras. Non pas qu'il s'agisse d'un monstre, le dessinateur a décidé qu'une position serait meilleure, mais il n'est pas revenu sur la première. Le dessin porte ainsi témoignage de son processus d'élaboration. L'historien de l'art appelle ce trait spécifique le *repentir*. La technologie contemporaine vient réactiver cette notion en l'éclairant d'un jour nouveau.

Avant d'être le moderne outil qu'on connaît, *l'ordinateur* est un mot très ancien qui désigne Dieu : *le grand ordinateur*. Les ingénieurs d'IBM francophones, quand ils eurent à traduire le mot *computer,* se mirent d'accord pour le reprendre alors qu'il était inusité depuis des siècles, présidant ainsi à l'usage qu'on en fait maintenant. L'ordinateur est donc celui qui ordonne, met de l'ordre, il agence plus qu'il ne commande, mais le sous-texte étymologique exprime aussi l'idée qu'il crée, qu'il fabrique. Dieu crée le monde en six jours, un monde d'équilibre avant que l'homme ne s'émancipe pour y introduire le désordre. Mais aussi, plus tard, l'homme invente l'ordinateur, un monde d'ordre, un système de rangement qui tend à contenir le monde et qui entretient avec l'acte de création d'étroites relations qui le font peu à peu s'affranchir de sa stricte fonction d'ordonnance.

Nous communiquons avec ce monde par le biais d'*interfaces*. Elles sont le langage commun qui assure au profane l'accès au langage binaire de la machine. Elles lui en assurent la maîtrise aussi. Ainsi commandé, l'ordinateur ne fait que ce qu'on lui dit de faire.

Si nous ne partageons pas les peurs quant à une éventuelle prise de pouvoir des ordinateurs sur les humains (cf. *2001, l'odyssée de l'espace* – eh! oui 2001 déjà), force est de constater que ces machines ont modifié nos vies en profondeur par l'acquisition de ces nouveaux langages que sont les interfaces.

Le langage est ce qui fait de nous des humains. Avant d'en permettre l'expression, il structure notre pensée, en est la capacité même. Les polyglottes affirment qu'ils ne pensent pas de la même façon selon qu'ils s'y emploient dans telle ou telle langue, la qualité de leurs rêves en serait même différente. Le langage permet donc à la pensée de se déployer, il offre au locuteur les vertiges et la passion. Mais le langage peut aussi être une bride, en générant par exemple des automatismes qui nous font toujours passer par les mêmes endroits: il ne faut pas que les mots nous pensent, assure le philosophe.

Le langage nous fait humain, mais nous ne parlons pas le langage, nous parlons des langues.Avec l'ordinateur nous parlons plusieurs langues: ce sont les différents programmes, applications ou autres logiciels selon le terme choisi pour les nommer. Chacun a des fonctionnalités limitées en même temps qu'il ouvre un champ d'applications infinies. Ils sont les 26 lettres de l'alphabet qu'il s'agit de combiner avec justesse pour qu'ils prennent sens.

À l'instar des langues, dont on peut étudier les racines qui les relient les unes aux autres, les programmes sont parents, plus ou moins éloignés, mais leur base est commune. Certaines fonctions fondamentales se retrouvent chez chacun d'entre eux, comme l'ouverture (O), la sauvegarde (S) ou la fermeture (W). Mais la lettre qui nous intéresse ici plus que les autres, c'est la lettre du repentir (Z).

Quiconque a déjà passé du temps devant un écran, les mains sur le clavier, grisé ou découragé, connaît le chemin magique du repentir qui par la combinaison magique d'une touche d'option avec le Z annule la précédente frappe, voir dans certains cas peut faire remonter plus loin encore la chaîne d'annulation dans l'historique des opérations. Le *pomme-Z* (*ctrl-Z*) si spécifique au traitement informatique des données, et qu'on est parfois tenté d'extraire de sa spécificité pour l'appliquer à nos réelles boulettes. Hélas, un pomme-Z ne réparera jamais sous nos yeux ébahis un verre éclaté sur le sol, pas plus que les paroles malencontreuses ne regagneront jamais les profondeurs de notre bouche dont elles n'auraient jamais dû s'échapper. Il n'empêche que l'usage intensif des ordinateurs nous structure mentalement au point que leur langage plie certains de nos réflexes les plus basiques à leurs codes, même si ceux-ci s'avèrent proprement inopérants dans la vraie vie.

Or, il apparaît de plus en plus qu'établir une frontière entre une vie qui serait vraie et une autre factice, puisque virtuelle, pour les opposer n'a guère de sens. Ma vie passée devant ce clavier est la vraie, je n'en connais pas d'autre.

Cette analogie établie, on tentera alors de comparer le repentir en Z de ma vraie vie avec celui en plomb des grands peintres. Quelle est la trace de mes repentirs si tant est que ceux-ci renseignent sur ma démarche autant que mes choix définitifs ? Il n'est pas question ici de regretter une autre grande époque, mais de constater à l'aune de cette analyse très mineure que c'est la somme de ces petites modifications qui atteste de l'influence des ordinateurs sur les bouleversements contemporains de notre rapport au monde. Le repentir informatique ne laisse aucune trace, ou alors par l'accumulation inconsultable de brouillons modifiés. L'erreur est annulée plutôt que de charpenter l'évolution du dessein qui en conserve traces. La gomme, cet outil honni des professeurs de dessin, a gagné ici ce qu'elle avait perdu là.

clemde_2002@hotmail.com

Note: Pomme-Z sur le Mac est l'équivalent de Ctrl-Z sur PC.

j'ai rêvé à stalingrad...

TEXTE ET DESSINS
JAIME RODRIGUEZ
kikialitokk@yahoo.com

À SUIVRE...

PETITES ANNONCES

VÉGÉTARIENS RECHERCHÉS

JE SUIS À LA RECHERCHE DE VÉGÉTARIEN(NE)S POUR METTRE SUR PIED UNE ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS VÉGÉTARIENS DE L'U DE M. SI ÇA VOUS INTÉRESSE, CONTACTEZ-MOI À LOUIALEX@HOTMAIL.COM

LOUIS-ALEXANDRE GAGNON, ÉTUDIANT EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE

RECHERCHE PROF POUR COURS DE CONVERSATION

GROUPE DE 6-8 INFIRMIÈRES DE L'HÔPITAL SAINTE-JUSTINE RECHERCHE PROF POUR COURS DE CONVERSATION ANGLAISE. SALAIRE À DISCUTER. 1-2 RENCONTRES PAR SEMAINE, EN FIN D'APRÈS-MIDI. ÉTUDIANTS BIENVENUS, SURTOUT CEUX EN ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS LANGUE SECONDE. SVP COMMUNIQUER AVEC CAROLINE PLANTE AU (514) 352-6902.

VOLONTAIRES BÉNÉVOLES DEMANDÉS

DES CHERCHEURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL RECHERCHENT DES VOLONTAIRES POUR PARTICIPER À UN PROTOCOLE D'ENTRAÎNEMENT PHYSIQUE. CETTE RECHERCHE A POUR BUT DE DÉTERMINER L'EFFET DE DIFFÉRENTS TYPES D'ENTRAÎNEMENT SUR LA COMPOSITION CORPORELLE. POUR PARTICIPER, VOUS DEVEZ : AVOIR ENTRE 18 ET 30 ANS - ÊTRE SÉDENTAIRE DEPUIS 4 MOIS - AVOIR UN INDICE DE MASSE CORPORELLE ENTRE 27 ET 33. SELON VOTRE GRANDEUR VOUS DEVEZ PESER ENTRE X ET Y : GRANDEUR (M.) 1.50 1.55 1.60 1.65 1.70 1.75 1.80 1.85 1.90 GRANDEUR (PIEDS.) 5'0" 5'2" 5'4" 5'6" 5'8" 5'10" 6'0" 6'2" 6'4" POIDS (LIVRES) X 134 143 152 162 172 182 192 203 214 Y 163 174 186 198 210 222 235 248 262

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ OU POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC DANNY ROBERGE AU (514) 862-1880 OU EMAIL : ROBCOACH@VIDEOTRON

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION EN PRÉVENTION D'INCAPACITÉS

Programme stratégique des IRSC en prévention d'incapacités au travail

Programme de 3e cycle innovateur

IRSC CIHR
Instituts de recherche en santé du Canada / Canadian Institutes of Health Research

Soyez de la relève. Devenez un chercheur en prevention des incapacités au travail grâce à un programme transdisciplinaire basé sur le développement de compétences de haut niveau

- Courtes sessions d'été, cours par Internet et stages
- Pour étudiants inscrits au doctorat ou au post-doctorat, dans une université canadienne
- Bourses accordées aux étudiants inscrits
- Programme de 3 ans à temps partiel (30 crédits) compatible avec programme de Ph.D. en cours
- Nombreux domaines de recherche: sciences sociales, sciences de la santé, droit, éthique, activité physique, relations industrielles, ergonomie, statistique, gestion.
- Encadré par des professeurs de 9 universités canadiennes

www.usherbrooke.ca/wdp
Virginie.Benjamin@USherbrooke.ca

** L'aisance d'expression en anglais est requise*

Maîtrise et doctorat en sciences cliniques

Pour contribuer à l'amélioration du système de santé par des travaux de recherche, un programme de maîtrise et de doctorat en sciences cliniques est aussi offert.

www.usherbrooke.ca/psc
Guylaine.Lachance@USherbrooke.ca

Téléphone : (450) 463-1835

Sans frais : 1-888-463-1835

Campus de Longueuil
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

PALMARÈS
ALBUMS FRANCOPHONES

CISM 89,3 FM

1. **BIKER** — LES GOULES — SIR GOULUS
2. **HA WAÏENNE** — LES TROIS ACCORDS — INDÉPENDANT
3. **NE LÉGALISEZ PAS** — VANDER — MUSICOMPTOIR
4. **DANS LE BOIS** — ÈVE COURNOYER — OPIUM
5. **LÀ POUR ÇA** — NADA SURF — BARSUK
6. **PRIS DE FOLIE** — NICO LELIÈVRE — INDÉPENDANT
7. **T'AS PAS D'TÊTE** — PLYWOOD 3/4 — LOCAL
8. **LANGUE DE BOIS** — ARSENIQ 33 — INDICA
9. **A** — LES VULGAIRES MACHINS — INDICA
10. **AIDE-MOI** — J-F LEMIEUX — AUDIOGRAMME

LES GOULES
ÉPONYME
INDÉPENDANT

CISM 89,3 FM

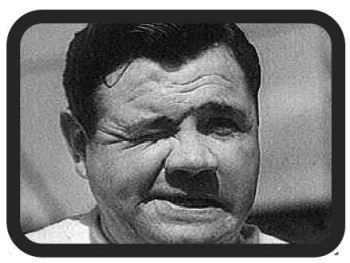
L'esprit de Twisted Sister se porte bien...et il s'exprime dans la langue de Félix. On trouve sur cet album la bombe «Crabe» (qui a siégé au sommet du palmarès 2002 de CISM) qui nous fait crier haut et fort «enchanté, enchanté!». On y retrouve des pièces canon, toutes plus rock les unes que les autres, toutes plus accrocheuses les unes que les autres. Un vent de fraîcheur souffle sur Montréal et il vient de Québec. Du Caricature-Rock à l'état pur.

ERRATUM

«Le bâtisseur indiscipliné»

Une erreur s'est glissée dans l'article consacré à l'artiste Richard Greaves paru dans notre édition du 15 janvier 2003. Il aurait fallu lire la «Société des arts indisciplinés» plutôt que «l'Association des arts indisciplinés». La Société des arts indisciplinés (SAI) se consacre à la recherche, à la documentation et à la diffusion de l'art indiscipliné, lequel inclut notamment le travail d'artistes comme Richard Greaves. Pour contacter la SAI: www.sai.qc.ca

Cinquante pour cinq!



Obtenez jusqu'à 50$ de rabais sur votre voyage!

Achetez:	Sauvez:
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go 25/YHA	30.00$
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go25/YHA + passes de train/bus ou achat rachat.	40.00$
Billet d'avion + Assurance + Carte Isic/Go 25/YHA + passes de train/bus ou achat rachat+ Nuits d'hébergement.	50.00$

Venez nous voir au plus vite!

VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai!

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
5150, AVE. DECELLES
514-735-8794

WWW.VOYAGESCAMPUS.COM

*NE PEUT ÊTRE COMBINÉ AVEC UNE AUTRE PROMOTION. OFFRE VALIDE DU 15 JANVIER AU 30 AVRIL 2003.DOIT ÊTRE RÉSERVÉ ET ACHETÉ EN MÊME TEMPS.

L'AGENDA CULTUREL
L'agenda culturel

Vive le Québec Libre !

Le regroupement des Artistes pour l'indépendance (API) vous convie à une fête pour l'indépendance, le 15 février à 20h30. Cet événement se tiendra au Kola Note (5240, av. du Parc) et vise à faire entendre la voix des Québécois. Le spectacle présentera des artistes, chanteurs et comédiens dont le groupe Loco Locass, Pascale Buissière, Maka Kotto et les Zapartistes. Les billets sont en prévente au coût de 10$ ou de 12$ à la porte.

Information : (514) 274-9339

Ma cabane au Canada

Mononc' Serge lance son spectacle *Ma cabane au Canada*, au Café Campus (57, Prince Arthur Est) le 27 février dès 20h. Au programme, des chansons mettant en scène le périple canadien de Mononc' Serge, des projections vidéo, décor grandiose, chorégraphies « fédéralistes », éclairages « multiculturels ».

Information :(514) 349-7123 ou www.mononc.com

Concours de court...

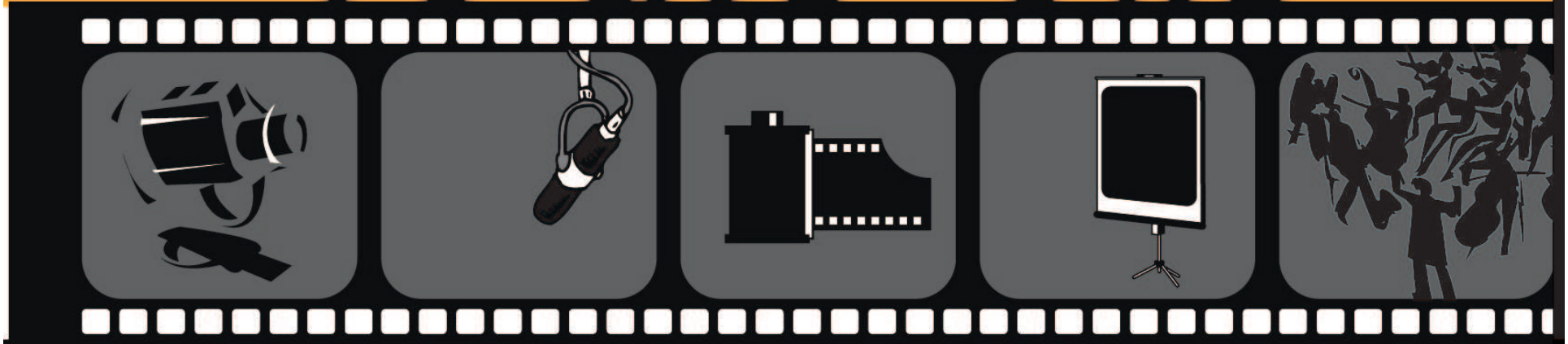
La compagnie Filmatik invite les jeunes créateurs de vidéos à participer à son projet «Les Montréaliens», un collectif de courts métrages. Trois jeunes réalisateurs seront sélectionnés afin d'écrire, de tourner et de monter une fiction de dix minutes en vidéo numérique dans le quartier Centre-Sud. Pour participer vous devez être âgés de 18 à 34 ans, vouloir approfondir en groupe vos pratiques artistiques et soumettre avant le 14 février un court dossier de trois pages (synopsis, traitement et cv) à l'adresse suivante: 1501, rue Barré, bureau 102, Mtl, Qc, H3C 4J1.

J'cours les concours, y paraît qu'j'ai toutt' pour...

Dans le cadre du 17e concours interuniversitaire de photographie, vous êtes invité à présenter des photographies sur le thème de Mosaïque. Un total de 1500$ en prix sera remis, dont 500 $ pour le grand gagnant du concours. Pour participer, vous devez remplir la fiche d'inscription qui se trouve dans le dépliant informatif, disponible au Service des activités culturelles, Centre étudiant, Pavillon J.-A.-DeSève, 2e étage, bureau C-2524. Une sélection des meilleures photographies fera l'objet d'une exposition itinérante à travers les institutions participantes pendant une année. Les gagnants seront dévoilés lors du vernissage prévu le vendredi 4 avril 2003 à la Salle d'exposition Alphonse-Desjardins de l'Université Laval. La date limite d'inscription est le vendredi 21 février 2003.

Information : (514) 343-6524

PRENDS L'INITIATIVE!



LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (FAÉCUM) ET LES SERVICES AUX ÉTUDIANTS (SAÉ) VOUS OFFRENT UN SOUTIEN POUR RÉALISER VOS PROJETS PAR L'ENTREMISE DES PROJETS D'INITIATIVES ÉTUDIANTES (PIÉ).

Projets d'initiatives étudiantes

Subventions jusqu'à 1 500 $

Vous devez présenter la demande de subvention au moins quatre (4) semaines avant la réalisation du projet ou la tenue de l'événement.

Informez-vous aux bureaux de la FAÉCUM.
Pavillon 3200 Jean-Brillant, local B-1265
Téléphone : (514) 343-5947

Les objectifs des Projets d'initiatives étudiantes sont :

- De permettre à tout étudiant d'innover, ou de réaliser un projet inédit ;
- De permettre à tout étudiant de développer, de mettre en application et de transmettre ses connaissances ;
- D'améliorer la qualité de vie sur le campus ;
- De développer un climat de collaboration, de communication et de solidarité.

Pour bénéficier d'une subvention des PIÉ, vous devez :

- Présenter un projet qui aura une portée communautaire, touchant ainsi le plus grand nombre possible d'étudiantes et d'étudiants sur le campus ;
- Présenter un projet qui sera réalisé par un ou plusieurs étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal ;
- Présenter un projet qui ne poursuit aucun but lucratif ni objectif de recrutement ou d'apostolat.